

Rundschau Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Panorama de l'économie et de la sociologie rurale

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie
rurales [2014-ff.]**

Band (Jahr): - **(2018)**

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Rundschau Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie

Panorama de l'économie et de la sociologie rurale

Portraits und aktuelle Projekte aus Organisationen die im Bereich
Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie tätig sind.

Portraits et projets actuels d'organisations actives dans les domaines de
l'économie et de la sociologie rurale.



ENTWICKLUNG DER LANDWIRTSCHAFT UND DES LÄNDLICHEN RAUMS
DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ESPACE RURAL
SVILUPPO DELL'AGRICOLTURA E DELLE AREE RURALI
DEVELOPING AGRICULTURE AND RURAL AREAS

Agridea

AGRIDEA encourage l'échange de connaissances et d'expériences entre les personnes au sein de la vulgarisation, la recherche, la pratique, l'administration et la politique. Depuis de nombreuses années, AGRIDEA fait le lien entre la science et l'exploitation agricole. Elle est la partenaire de choix dans des groupes de travail ou des projets dans lesquels divers acteurs échangent leurs expériences et souhaitent atteindre des buts communs. AGRIDEA collabore avec différents organismes dans des projets de recherche afin de développer des outils et des méthodes.

AGRIDEA travaille en ce moment sur son positionnement au sein du LIWIS dans le futur et sur la digitalisation de ses produits. Au nombre des thématiques actuelle on trouve parmi les plus importantes: L'accompagnement du développement de la politique agricole; la gestion stratégique et l'entrepreneuriat; la viticulture et l'œnologie; la production fourragère; la production laitière durable, le plan d'action antibiotique; la différenciation et la commercialisation; l'économie familiale et la diversification; l'agriculture et l'aménagement du territoire; la compétence en économie familiale et la diversification.

Les quatre projets que nous présentons cette année sont à l'image de la diversité des thématiques et des enjeux que nous traitons. Ils ne sont que des exemples montrant la diversité des approches, des méthodologies et des outils que nous développons.

Modèles d'affaire en agriculture urbaine

Camille Kroug, Ruth Moser et Sara Widmer

Au niveau mondial, l'agriculture urbaine est en passe de devenir un outil essentiel pour la sécurité alimentaire. En Suisse, elle se développe rapidement et propose souvent des solutions innovantes. Si l'agriculture sur les toits n'est pas encore très développée en Suisse, de nombreuses autres formes d'agriculture urbaine existent et permettent de mettre en valeur la qualité et la valeur de l'agriculture locale. Souvent considérée comme une concurrence, l'agriculture urbaine propose pourtant des modèles alternatifs ou complémentaires à l'agriculture traditionnelle face à la diminution des terres agricoles.



Le projet Modèles d'affaire en agriculture urbaine est un projet de publication online mettant en évidence différents modèles d'affaires, dans différentes régions de Suisse. Beaucoup d'initiatives très différentes existent

aux quatre coins du pays, chacune avec leurs spécificités et leurs points forts. Il y a beaucoup à apprendre de ces modèles, nous en avons donc sélectionné une dizaine afin de les présenter en détail. L'objectif de cette publication est de fournir des informations, des expériences, des modèles de fonctionnement et des solutions aux défis du contexte suisse sous la forme d'un guide.

La publication sera disponible en 2019 sur www.agridea.ch

PHR Economie: Consommation locale alimentaire dans la métropole lémanique

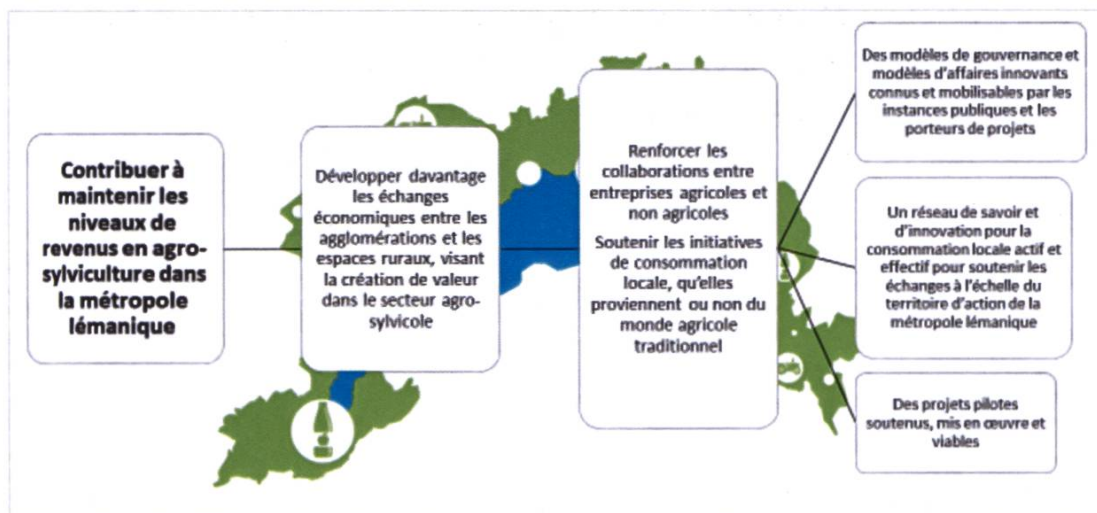
Astrid Gerz, Magalie Estève, Nicolas Bezençon

Le projet «Consommation locale dans la métropole lémanique», est un projet sur trois ans (2017-2019), financé par le SECO, les cantons de Vaud, Genève et Fribourg ainsi que par le projet promotion de la filière bois régionale dans le cadre du programme pilote Territoire d'action Economie, PHR Economie de la Confédération.

Le but de ce projet est de permettre aux producteurs agricoles et sylvicoles de maintenir leurs niveaux de revenus provenant d'activités liées à ces secteurs et d'améliorer leur part de valeur ajoutée dans les filières, en favorisant les échanges agglomérations-espaces ruraux et en créant des synergies entre entrepreneurs agricoles et non-agricoles.

Le projet devrait également permettre aux structures «clientes» de l'agro-alimentaire d'obtenir une offre d'approvisionnement répondant davantage à des modes de production durables.

Schéma: Objectifs du projet



D'une manière générale, le projet se focalise sur des initiatives de commercialisation et/ou de valorisation de productions locales à destination des consommateurs urbains. Il contribue, par les études réalisées et le développement du réseau en cours, à améliorer les conditions cadres et l'efficacité de telles initiatives sur le long terme.

A ce stade d'avancement du projet, il est possible de tirer les premiers enseignements:

- La consommation alimentaire locale liée à l'innovation est un secteur dynamique et diversifié suscitant beaucoup d'intérêt de la part des acteurs publics et privés. Un enjeu crucial pour les innovations entrepreneuriales consiste à se positionner stratégiquement dans un contexte de concurrence. Il s'agit de trouver, développer, vendre et stabiliser son positionnement en développant un modèle d'affaire adéquat.

- Le cadre institutionnel peut être un moteur, soit en facilitant l'accès à certaines ressources, soit en assurant le franchissement des seuils permettant une stabilisation. La multitude de soutiens publics ou parapublics (financiers ou conseils), issus du monde agricole ou de l'innovation existants peuvent jouer un rôle de moteur, tout comme les collectivités publiques en donnant l'impulsion d'un projet ou de par leurs achats.
- Un réseau de compétences et de soutien pour les nouvelles initiatives est nécessaire pour décloisonner les différents secteurs et appuyer les entrepreneurs, souvent isolés sur le long terme ou parfois orientés vers des services inadéquats.
- La mise en réseau des acteurs de «l'innovation alimentaire locale» comme espace de dialogue intercantonal, constitue un premier pas dans la direction d'un dépassement de la segmentation du territoire de la métropole lémanique présentant une réalité économique diffuse, avec des frontières, des périmètres et des cercles de compétences préexistants.

Plus d'informations: www.agridea.ch/index.php?id=11175

www.regiosuisse.ch/fr/programme-pilote-territoire-daction-economie-phr-economie

www.letemps.ch/economie/lalimentation-proximite-un-secteur-innovant-dynamique-tres-diversifie

Contact: astrid.gerz@agridea.ch

Distribution de valeur dans la filière laitière

Pascal Python, Sophie Reviron

L'érosion des prix du lait au producteur dans le canal industriel est constante depuis une décennie. Les producteurs du canal fromager bénéficient quant à eux de prix plus rémunérateurs, et même de prix stables, en particulier dans le cadre d'une appellation d'origine protégée. Cette stabilité des prix s'explique en partie par la forme de gouvernance qui lie le producteur à son acheteur. Dans le cadre d'une interprofession, les différents échelons de la filière sont représentés et discutent ensemble. L'interprofession offre une transparence au niveau de la négociation des prix et de la gestion des quantités. Ce niveau de transparence n'est pas atteint en filière industrielle. Il est impossible pour les producteurs de tracer l'utilisation de leur lait jusqu'au produit final en raison de la diversité de l'assortiment des produits et, également, en raison de produits parfois hautement transformés. En fonction du produit, la part du prix final touchée



par le producteur peut varier sensiblement, d'environ 5% pour une boisson lactée à 40 % pour une brique de lait. Ces deux exemples illustrent une opacité dans les règles de fixation des marges par la grande distribution et les transformateurs. Les asymétries d'information entre les différents acteurs jouent en défaveur du producteur. Après la structure de gouvernance, l'autre élément contribuant à un prix correct, donc à un retour de valeur pour le producteur, est la différenciation (différencié versus générique) réussie du produit. Une différenciation est réussie si elle est perçue par le consommateur et payée aux producteurs. Mais, trop souvent, plus les producteurs et les transformateurs réussissent à différencier leurs produits et à convaincre les consommateurs de payer plus cher, plus la part de la valeur prélevée par les distributeurs augmente.

En réponse à cette préoccupation, deux publications mettent en lumière l'impact de la structure de gouvernance sur le retour de valeur aux producteurs et proposent des pistes concrètes.

Publications:

Rapport «Distribution de valeur en filière», 2017 (AGRIDEA article no 3177); article «Analyse de la distribution de la valeur dans la filière laitière», Recherche Agronomique Suisse 9 (4): 134 –141, 2018

Contact: pascal.python@agridea.ch

Stratégie antibiorésistance StAR – Réduire l'utilisation des antibiotiques dans les filières animales

Fabienne Gresset

L'antibiorésistance a des conséquences graves pour la santé. Elle est la conséquence d'une mauvaise utilisation des antibiotiques, aussi bien en médecine humaine que vétérinaire. C'est pour répondre à cet enjeu mondial que la Confédération a lancé la Stratégie Antibiorésistance StAR. AGRIDEA, en partenariat avec l'OSAV, participe à cette stratégie pour former et informer la vulgarisation agricole.

Comment réduire l'utilisation des antibiotiques et prévenir l'apparition des résistances dans les filières animales? Certaines mesures permettent d'agir à l'échelle des exploitations agricoles.

La prévention des maladies, en garantissant une bonne santé de l'animal tout au long de sa vie, permet de réduire l'utilisation des antibiotiques. Observer ses animaux, les élever dans un environnement sain et sans stress et développer l'immunité des jeunes dès la naissance : ces règles de base sont fondamentales pour limiter l'apparition des problèmes.

L'objectif de StAR n'est pas d'interdire l'utilisation des antibiotiques. Au contraire, il s'agit de préserver leur efficacité pour pouvoir continuer à traiter les cas graves. Une bonne utilisation de ces médicaments est donc nécessaire et passe d'abord par l'identification de l'agent pathogène responsable de la maladie. Car les antibiotiques agissent uniquement contre les bactéries ! Ensuite, il faut respecter les consignes du vétérinaire (choix de la molécule, durée du traitement, dosage) pour limiter au maximum l'apparition des résistances.



Enfin un accompagnement adapté sur les exploitations en matière de santé animale participe aussi à réduire l'utilisation des antibiotiques. De nombreux services existent (vétérinaires, conseillers, etc.) et ce travail d'accompagnement doit s'inscrire dans la durée et ne pas seulement répondre à des situations d'urgence.

Pour combattre l'antibiorésistance, de nouveaux outils sont mis en place, comme par exemple une banque de données sur l'utilisation des antibiotiques en médecine vétérinaire ou un service sanitaire dédié aux veaux.

Publications:

Fiche thématique «réduire l'utilisation des antibiotiques dans les filières animales» et d'autres documents disponibles sur le site d'AGRIDEA: www.agridea.ch > Domaines thématiques > Production Animale > Bien-être et santé animale.

Contact: fabienne.gresset@agridea.ch



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF
Agroscope

Agroscope

Ganz im Sinne des Zitats von Walter Ludin «Die Zukunft hat schon begonnen. Aber die Vergangenheit ist noch nicht vorbei», verhält es sich mit der agrarökonomischen Forschung bei Agroscope. Zwei vom Forschungsbereich Wettbewerbsfähigkeit und Systembewertung organisierte Veranstaltungen verdeutlichen dies. So hat das Thema «Digitalisierung» mittlerweile nicht nur die technischen Disziplinen fest im Griff, sondern ist auch in der agrarökonomischen Forschung angekommen. Agroscope trägt massgeblich zur Etablierung eines (sozial)wissenschaftlichen Diskurses zu den Auswirkungen der Digitalisierung in der Schweizer Landwirtschaft bei. Zum Beispiel wurde die wissenschaftlichen Tagung «Digitale Zukunft der Land- und Ernährungswirtschaft», die im Rahmen der Eröffnung der Swiss Future Farm im September 2018 in Tänikon durchgeführt.

Darüber hinaus wird auch das klassische, aber immer hochaktuelle, agrarökonomische Thema der landwirtschaftlichen Einkommen in einer Tagung thematisiert. Agroscope und die AECP Gruppe der ETH richten gemeinsam das 171te EAAE-Seminar «Measuring and evaluating farm income and well-being of farm families in Europe» in Tänikon aus, welches am 05 – 06 September 2019 stattfindet (<https://eaae-seminar-171-switzerland.org/>).

Nun aber zum Forschungsjahr 2018, welches durch viele interessante Projekte geprägt war, von denen in dieser Publikation in Auszügen berichtet wird.

Evaluation der Versorgungssicherheitsbeiträge

Anke Möhring, Gabriele Mack, Albert Zimmermann,
Stefan Mann, Ali Ferjani

Zur sicheren Versorgung der Bevölkerung mit Nahrungsmitteln richtet der Bund seit 2014 Versorgungssicherheitsbeiträge aus. Sie machen mit jährlich 1,1 Mrd. Franken einen grossen Teil der Direktzahlungen aus. Agroscope hat das Instrument im Auftrag des Bundesamts für Landwirtschaft auf seine Wirksamkeit geprüft und schlägt Verbesserungen vor. So sollten die Ziele präziser und messbarer werden und sich stärker auf die ausreichende Versorgung in Krisenzeiten ausrichten. Wichtig ist die Verfügbarkeit von Produktionsfaktoren, insbesondere ackerfähigen Böden, Saatgut und Maschinen, Energie, Dünge- und Pflanzenschutzmitteln sowie Know-how. Zu prüfen ist die Abschaffung von «Begleitaufgaben» wie Mindesttierbesatz und die Beitragsabstufung für Biodiversitätsförderflächen. Sehr wirksam für die Versorgungssicherheit ist die Förderung strategisch wichtiger Kulturen wie Kartoffeln, Brotgetreide, Zuckerrüben oder Raps sowie der Erhalt der ackerbaufähigen Fläche. Wenn die Ziele weniger auf die Produktion von Kalorien, sondern stärker auf den Erhalt der Produktionsfaktoren fokussieren würden, könnten die freiwerdenden Mittel zur Schliessung bestehender Ziellücken genutzt werden. Ausserdem zeigt die Evaluation, dass die eingesetzten Mittel einen wesentlichen Beitrag zur Sicherung des Einkommens in der Landwirtschaft leisten, was bei einer Veränderung des Instruments berücksichtigt werden sollte.

Literaturangaben:

Möhring A., Mack G., Zimmermann A., Mann S. & Ferjani A., (2018). Evaluation Versorgungssicherheitsbeiträge. Schlussbericht. Agroscope Science Nr. 66. Agroscope, Tänikon, Ettenhausen.

Möhring, A., Mack, G., Zimmermann, A., Mann, S., Ferjani, A. (2018). Versorgungssicherheitsbeiträge: Mittel effizienter einsetzen, Agrarforschung 9(10), 356-363.

Analysen von Finanzkennzahlen

Markus Lips, Anke Schorr, Alexander Zorn

Finanzkennzahlen werden vielfältig eingesetzt, nicht zuletzt auch für die Nachhaltigkeitsbeurteilung von Landwirtschaftsbetrieben. Doch welche Werte sollte ein finanziell nachhaltiger Betrieb aufweisen? Im Rahmen einer Literaturanalyse wurden 17 häufig in der Landwirtschaft eingesetzte Finanzkennzahlen ermittelt und anhand von Buchhaltungsdaten von Verkehrsmilchbetrieben analysiert. Es zeigen sich mehrheitlich positive Korrelationen: Wenn ein Betrieb bei einer Kennzahl gut abschneidet, ist die Wahrscheinlichkeit gross, dass dies auch für andere Finanzkennzahlen gilt. Der vermutete Trade-off zwischen Rentabilität und Liquidität konnte in den 14'000 Datensätzen nicht nachgewiesen werden.

Die optimale Kapitalstruktur, d.h. der optimale Fremdfinanzierungsgrad war Gegenstand einer zweiten Analyse und wurde mittels Korrelation ermittelt. Dazu kamen einerseits Kennzahlen der Rentabilität zum Einsatz. Andererseits wurde die absolute Distanz zwischen dem effektiven Fremdfinanzierungsgrad und allen Perzentil-Werten der Stichprobe simuliert. Der optimale Fremdfinanzierungsgrad befindet sich dort, wo die Korrelation zwischen Distanz und Rentabilität am geringsten ist. Je nach Rentabilitätskennzahl ist dies bei einem Fremdkapitalanteil von 45 % bis 66 % der Fall.

Die beiden Analysen liefern Referenzpunkte für die Kennzahlenanalyse von Verkehrsmilchbetrieben. Die Ergebnisse können entsprechend nicht auf andere Betriebstypen oder gar Branchen übertragen werden.

Literaturangaben:

Schorr, A. & Lips, M., 2018. The optimal capital structure of Swiss dairy farms, Arbeitspapier, Agroscope, Ettenhausen.

Zorn, A., Esteves, M., Baur, I. & Lips, M., (accepted, 2018). Financial ratios as indicators of economic sustainability: A quantitative analysis for Swiss dairy farms, Sustainability. 10(8), 2942. <https://doi.org/10.3390/su10082942>

Wo in der Kette kommen die hohen Preise her?

Mariana Cerca, Andreas Kohler, Anne Wunderlich,
Ali Ferjani, Stefan Mann

Das Staatssekretariat für Wirtschaft (seco) schrieb zu Jahresbeginn eine Reihe von Studien aus, die beantworten sollten, weswegen über die landwirtschaftliche Wertschöpfungskette so hohe Preise entstehen. In einem gemeinsamen Gebot mit der Universität Wageningen trug Agroscope zur Beantwortung dieser Fragen bei. Mittels statistischer Analysen, Modellberechnungen und Interviews wurden die Wertschöpfungsketten von Futtermitteln, Schinken, Jogurt und Weissbrot analysiert. Insgesamt ist der grösste Kostentreiber die fehlende Ausnutzung von Skaleneffekten. Insofern sind die geschlossenen Grenzen, die einen internationaleren Austausch in der Kette verhindern, mit Schuld an den hohen Preisen, auch wenn eine Aufhebung der Zollsätze auf alle Futtermittel nur wenig Auswirkungen auf den Preis hätte. Das hohe Kostenniveau in der Schweiz, insbesondere bei Löhnen, ist ein mindestens ebenso wichtiger Grund für das hohe Preisniveau. Dagegen ergaben auch vertiefte Analysen keinen Hinweis auf Probleme durch eine marktbeherrschende Stellung eines Unternehmens.

Milchleistung beeinflusst Einkommen sehr unterschiedlich

Anke Schorr, Markus Lips

Um den Einfluss der Milchleistung auf das Einkommen zu untersuchen, wird eine Panelregression für den Arbeitsverdienst pro Vollzeit-Familienarbeitskraft durchgeführt. Datengrundlage dazu bilden 5400 Buchhaltungen von Verkehrsmilchbetrieben der Jahre 2010 bis 2014. Zwei Regressionsmodelle gelangen zum Einsatz. Das Random-Effects-Modell bezieht sich auf den mittleren Arbeitsverdienst und zeigt auf, dass eine zusätzliche Milchleistung von 1000kg pro Kuh und Jahr eine Erhöhung von Fr. 2700.– oder 6 % zur Folge hat. Der zweite Regressionsansatz, die Quantilregression, erlaubt es, den Arbeitsverdienst für verschiedene Quantile separat zu schätzen. Die Analyse bezieht sich auf Dezile, die anhand des Arbeitsverdiensts gebildet werden. Bei den Resultaten kommt die grosse Heterogenität der Stichprobe zum Ausdruck, denn die Schätzungen für die Milchleistung unterscheiden sich stark für die einzelnen Quantile. Während beim 10 %-Quantil zusätzliche 1000kg den Arbeitsverdienst um Fr. 1200.– reduzieren, nimmt der (positive) Effekt von zusätzlicher Milchleistung über die Dezil-Quantile hinweg kontinuierlich zu. Beim 90 %-Quantil beträgt die Erhöhung des Arbeitsverdiensts Fr. 7200.– oder 16 %. Der Quervergleich der beiden Regressionsmodelle zeigt das Potenzial der Quantilregression deutlich auf, zusätzliche Erkenntnisse zu generieren. Für die Beratung folgern wir, dass die Milchleistung zusammen mit der Einkommenssituation betrachtet werden sollte, und dass allgemeingültige Empfehlungen zur Milchleistung wenig Sinn machen.

Literaturangaben:

Schorr, A., Lips, M. (in Press). Influence of milk yield on profitability – A quantile regression analysis, *Journal of Dairy Science* 101(9), 8350-8368. <https://doi.org/10.3168/jds.2018-14434>.

Schorr, A. & Lips, M., 2017. Vorsicht bei der Milchleistung, *UFA-Revue*, 11/2017, p.8 –10.

Schorr, A. & Lips, M., 2017. Attention à la performance laitière, *Revue UFA* 11/2017, p.8 –10.

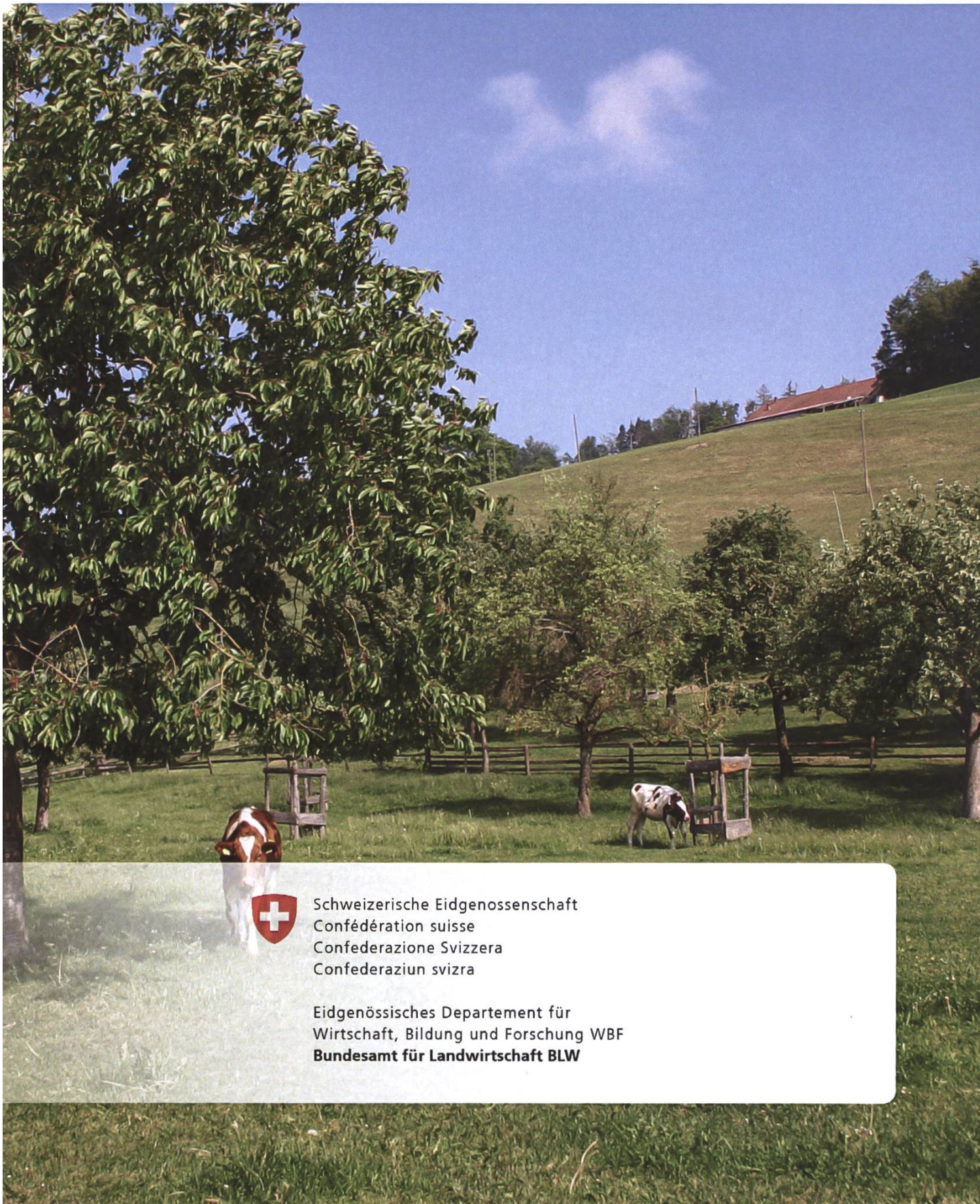


Entwicklung des grenzüberschreitenden Tierhandels

Stefan Mann

Die Auswertung von Handelsströmen lebender Tiere sollte ursprünglich einer Studie zur Tierzucht dienen, verselbständigte sich jedoch, nachdem deutlich wurde, dass nur ein Bruchteil des Handels mit lebenden Tieren der Verschiebung züchterischen Materials geschuldet ist. Und dass es einen Widerspruch gibt zwischen den Erfolgsmeldungen von Tierschutzorganisationen beim Kampf gegen Tiertransporte und der Entwicklung der Handelszahlen, die zwischen 1998 und 2015 bei Schweinen um 76 % anstiegen und sich bei Geflügel sogar mehr als verdoppelten. Der fortschreitende Freihandel ermutigte gerade den europäischen Sektor, sehr arbeitsteilig zu arbeiten und etwa Ferkelproduktion, Mast und Schlachtung in unterschiedlichen Regionen zu platzieren. Religiöse Gründe, wie sie in der Literatur teilweise als Handelsursache vermutet werden (etwa halales Schlachten), spielen nur eine sehr untergeordnete Rolle.

In der Schweiz hemmen Zölle den ungebremsten Tierhandel. Eine Ausnahme stellt der Geflügelexport dar. Ein Grossteil der Legehennen am Ende ihres Lebenszyklusses werden in ein deutsches Schlachthaus transportiert, um sie dort zu Fleischwaren zu verarbeiten. Hier fehlt – ebenso wie in anderen Ländern – ein regulatorischer Rahmen, der die negativen Externalitäten der Tiertransporte internalisieren könnte.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF
Bundesamt für Landwirtschaft BLW

Bundesamt für Landwirtschaft, BLW

Zwischenevaluation «Projekte zur regionalen Entwicklung»

Christian Flury, Christof Abegg, Hugues Jeannerat
Flury & Giuliani GmbH, Zürich, EBP Schweiz AG, Zürich, Université de Neuchâtel, Institut de Sociologie, Neuchâtel

10 Jahre nach der Einführung wurde das Instrument Projekte zur regionalen Entwicklung (PRE) im Auftrag des Bundesamtes für Landwirtschaft einer Evaluation unterzogen. Ziel dieser Evaluation war es, die geleistete Arbeit auf der Projektebene zu analysieren und Hinweise zur Weiterentwicklung der Massnahme zu erhalten.

Motivation für die Einführung der PRE war die schwierige wirtschaftliche Situation der Landwirtschaft, insbesondere in peripheren Räumen. Mit dem Instrument sollte versucht werden, die Entstehung von Projekten zu fördern, die in diesen Regionen Wertschöpfung erzeugen. Dazu wird u.a. die regionale Verarbeitung von Urprodukten sowie deren Vermarktung unterstützt. Das Instrument der PRE stellt damit – auch heute noch – ein wichtiges und ergänzendes Element der Agrarpolitik dar.

Die Evaluatoren zeigen auf, dass die Attraktivität des Instruments vor allem darin liegt, dass die Vorwärtsintegration der Landwirtschaft gefördert werden kann. Weitere Stärken der PRE sind die Offenheit in den Projektinhalten sowie die Bottom-up Orientierung, welche regionale Initiativen und Trägerschaften ins Zentrum stellt.

Das Instrument der PRE ist gut eingebettet in die verschiedenen Sektoralpolitiken. Auch wird die administrative Ausgestaltung mit klar definierten

Etappen als zweckmässig, der Aufwand zur Einreichung eines Projektes jedoch als hoch angesehen. Kritisch beurteilt wird, dass die Projekte räumlich sehr ungleich verteilt sind und damit die Breitenwirkung der PRE bisher limitiert ist. Die Evaluatoren sind der Meinung, dass das Potential des Instruments – gemessen an der Anzahl Projekte – noch nicht ausgeschöpft wird. Auch wird festgestellt, dass die erzielte Wertschöpfung zwischen den Projekten sehr heterogen ist.

Die Evaluatoren schlagen unter anderem vor, die Wirkung der PRE zu erhöhen durch eine klarere Fokussierung auf zentrale Teilprojekte, eine stärkere Einbindung der Kantone und die Vereinheitlichung der Fördermöglichkeiten mit anderen agrarpolitischen Instrumenten. Auch wird angeregt, dass die regionalwirtschaftliche Verankerung der PRE noch verbessert und der Umsetzungsprozess flexibilisiert wird. Generell gilt es das Knowhow zu den PRE zu verbessern, indem insbesondere die fachliche Begleitung der Projekte und der Wissensaustausch der Akteure gestärkt wird.

Kontakt: Florian Jakob, florian.jakob@blw.admin.ch



ETH zürich

Eidgenössische Technische Hochschule, ETH

Die Gruppe Agrarökonomie und –Politik (Agricultural Economics and Policy, AECP) der ETH Zürich hat das Ziel, zukünftige Führungskräfte in der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft auszubilden und in der Forschung exzellente und für die Schweizer Landwirtschaft relevante Beiträge zu leisten. Unsere Forschungsgruppe soll dadurch auch Sprungbrett für Karrieren inner- und ausserhalb der Wissenschaft sein.

Wir freuen uns daher sehr, dass die ersten drei PostDocs, die unsere Gruppe im Jahr 2018 verlassen haben, Positionen als ProfessorInnen antreten durften. Martina Bozzola ist Assistenzprofessorin an der Queens University in Belfast, Stefan Hirsch Assistenzprofessor an der TU München und Hang Xiong ist Professor an der Huazhong Agricultural University in Wuhan, China. Zudem konnten wir vielversprechende WissenschaftlerInnen für unser Team gewinnen, wir freuen uns insbesondere, dass wir die letzten vier DoktorandInnen dabei aus dem Pool der Absolventen der ETH akquirieren konnten. Dabei ist besonders hervorzuheben, dass unsere Studierenden dieses Jahr mehrfach für exzellente Abschlussarbeiten prämiert wurden. Neben dem Erreichen der ersten drei Ränge des SGA Nachwuchspreises, wurde Mélissa Uldry mit dem ersten SVIAL Preis für die beste Bachelorarbeit sowie Willemijn Vroege mit der ETH Medaille für die beste Masterarbeit in den Agrarwissenschaften ausgezeichnet. Zur guten Lehre und Ausbildung tragen auch unsere externen DozentInnen massgeblich bei, mit denen wir am 13. Juli 2018 bereits zum dritten Mal einen Austausch an der ETH organisieren konnten.

Im Bereich der Forschung konnte die Gruppe in den letzten anderthalb Jahren mehr als 50 peer-reviewte Artikel in den führenden Zeitschriften der Agrarökonomie sowie in wichtigen interdisziplinären Zeitschriften veröffentlichen. Die Kommunikation unserer Arbeit über die Wissenschaft

hinaus ist ein wichtiger Bestandteil unserer Arbeit. Neben einer breiten Aufnahme unserer Arbeit in der Presse sowie dem aktiven Einbringen der Erkenntnisse unserer Arbeit in den politischen Diskurs, nutzen wir dazu auch die sozialen Medien. In unserem Agrarpolitik-Blog werden aktuelle Artikel unserer, aber auch anderer Forschungsgruppen auf Deutsch, Französisch oder Italienisch zusammengefasst. News werden auf unserer Website aber auch auf unserem Twitter Account (@aecp_eth) geteilt. Zentral für unsere Gruppe ist, dass die zugrundeliegende Forschung möglichst transparent und frei zugänglich ist (siehe nachfolgender Text).

Zudem tragen wir mit öffentlichen Veranstaltungen zum intensiveren Austausch zwischen Wissenschaft und Praxis bei. So haben wir am 05. Juli 2018 gemeinsam mit dem Risk Center und dem World Food System Center der ETH ein Symposium zu Innovationen im landwirtschaftlichen Risikomanagement durchgeführt, welches von mehr als 150 Personen aus Wissenschaft, Verbänden, Versicherungspraxis und Verwaltung besucht wurde. Im September 2019 richtet unsere Gruppe zusammen mit Agroscope das 171te EAAE Seminar zum Thema landwirtschaftliche Einkommen in den Europäischen Familienbetrieben aus. Unsere neuen und laufenden Projekte werden auch in Zukunft für relevante und spannende Ergebnisse sorgen. Beispiele finden Sie in den nachfolgenden Präsentationen der Projekte Digitalisierung der Agrarpolitik, landwirtschaftliche Wetterversicherungen und Determinanten des Risikos von Milchviehbetrieben.

Weiterführende Links

- **News:** <http://www.aecp.ethz.ch/news.html>
- **Agrarpolitik:** Blog <https://agrarpolitik-blog.com/>
- **EAAE Seminar:** <https://eaae-seminar-171-switzerland.org>

Frei zugängliche Forschung der Gruppe für Agrarökonomie und –politik

Robert Finger

Unser Austausch mit der land- und Ernährungswirtschaftlichen Praxis aber auch der Politik und Gesellschaft basiert auf wissenschaftlichen Studien und Publikationen. Die zugrundeliegende Forschung muss möglichst transparent und frei zugänglich sein.

Das Ziel unserer Gruppe ist es, Publikationen, Daten, Code und Software die im Rahmen unserer Forschung generiert werden, frei zugänglich zu machen. Dieser Ansatz erhöht die Transparenz, Reproduzierbarkeit und Nutzbarkeit unserer Forschung und demokratisiert den Zugang zu Wissen. Letztlich spiegelt dies Vorgehen einen verantwortlichen Umgang mit Steuergeldern wider. Dem Grundsatz des SNF entsprechend*, sind mit öffentlichen Geldern finanzierte Forschungsergebnisse ein öffentliches Gut.

Um möglichst viele Publikationen frei zugänglich (Open Access) zu machen werden unsere Publikationen in einer Postprint Version in der Research Collection der ETH Zürich frei zur Verfügung gestellt. Das heisst, die von einer wissenschaftlichen Zeitschrift akzeptierte Version eines Artikels kann, nach einer vom Journal abhängigen Frist, kostenlos bezogen werden. Aktuell sind 44 Publikationen unserer Gruppe im Open Access verfügbar (<https://bit.ly/2sotKuP>). Darüber hinaus wurden 51 Beiträge der «IAW Schriftenreihe» (1991 – 2004) digitalisiert und frei zugänglich gemacht <https://bit.ly/2kCG1bA>.

In Forschungsprojekten erhobene Daten werden ebenfalls, wenn immer

***Open Access Position des SNF:**

http://www.snf.ch/de/derSnf/forschungspolitische_positionen/open_access/Seiten/default.aspx#

möglich, frei zur Verfügung gestellt (Open Data). Wir veröffentlichen zum Beispiel vollkommen anonymisierte Datensätze aus unseren Befragungen mit einer detaillierten Beschreibung der Fragen und Ergebnisse in spezifischen Daten-Journals. In den letzten Monaten sind vier Artikel in der Zeitschrift «Data in Brief» unserer Gruppe in einem Open Access Format erschienen**. Die Wahrung der Anonymität von Personen und Firmen steht dabei immer im Vordergrund.

****Data in Brief Publikationen**

Meraner, M., Pölling, B., Finger, R. (2018). Data on farm diversification decisions and farmers' risk preferences in the Ruhr Metropolitan region (Germany). *Data in Brief* 18, 9 – 12

Meraner, M., Musshoff, O., Finger, R. (2018). Data on risk preference and risk literacy elicitation for a sample German agricultural sciences student. *Data in Brief* 18, 1267 – 1271

Yeh, C. H., Hartmann, M., Hirsch, S. (2018). Taiwanese consumer survey data for investigating the role of information on equivalence of organic standards in directing food choice. *Data in Brief* 18: 688 – 690

Meraner, M., Finger, R. (2017). Data on German farmers risk preference, risk perception and risk management strategies. *Data in Brief* 15, 102 – 105

Auch in der AECF Gruppe entwickelte Modelle und Software werden frei zugänglich veröffentlicht (Open Source). Insgesamt wurden so bereits fünf Modelle zugänglich gemacht***. Diese Open Source Policy macht Ergebnisse zu replizierbar, ermöglicht es aber auch Dritten diese Modelle anzuwenden und weiterzuentwickeln.

Frei zugängliche Artikel, Daten und Modelle haben zum Ziel, unsere Forschungstätigkeiten transparent und für alle zugänglich zu machen. Dies erhöht die Nachvollziehbarkeit und Nutzbarkeit unserer Forschung, und stärkt somit die Grundlage unseres Austausches mit der land- und Ernährungswirtschaftlichen Praxis aber auch der Politik und Gesellschaft.

Einen Überblick finden Sie zudem auf unserer Homepage, hier <http://www.aecf.ethz.ch/research/data-software.html>

*** Beispiele für frei zugängliche Modelle

Briner, S., Peter, S., Huber, R. The Alpine Land-Use Allocation Model (ALUAM)

Böcker, T., Britz, W., Finger, R. (2017). Bio-economic model on weed management in maize production. <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000184083>

Böcker, T., Finger, R. (2018). Bio-economic model on weed control in cultivation of wheat: Herbicide free wheat production in Switzerland (HerbiFree) <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000278419>

Spiegel, A., Britz, W., Finger, R. (2017) A real-option farm-level model on investment in perennial energy crops under risk considerations. doi: 10.3929/ethz-b-000219189

Agrarpolitik im Zeitalter der Digitalisierung



Quelle: <https://pixabay.com/en/drone-precision-agriculture-crops-2734228/>

Robert Finger, Melf Hinrich Ehlers, Robert Huber

Der zunehmende Einsatz von Informations- und Kommunikationstechnologie (IKT) hat das Potential den Agrarsektor zu revolutionieren. Diese Entwicklung kann zu innovativen Formen von Anbaumethoden und Betriebsführung führen, sowie neue Formen der Interaktion zwischen Akteuren entstehen lassen (siehe auch unsere Beiträge zu Smart Farming)*. Diese Entwicklung könnte auch die Beziehung zwischen Landwirten und Regierungsbehörden komplett verändern.

* Smart-Farming für eine nachhaltige Landwirtschaft

<https://agrarpolitik-blog.com/2017/07/02/smart-farming-fuer-eine-nachhaltige-landwirtschaft/>

Digitale Innovationen für eine nachhaltige Landwirtschaft <https://agrarpolitik-blog.com/2018/02/08/digitale-innovationen-fuer-eine-nachhaltige-landwirtschaft/>

Insbesondere werden Informationsasymmetrien (zwischen Landwirt, Vollzug und Politik) abnehmen, wenn immer mehr Informationen aus der Fernerkundung sowie von Sensoren an Maschinen oder Tieren verfügbar sein werden. Darüber hinaus wird die Bewertung der politischen Auswirkungen zunehmend einfacher zu quantifizieren sein, da die Menge an Informationen über direkte und indirekte Umweltauswirkungen messbar wird, z. B. durch Sensoren in Böden und Gewässern. Schliesslich werden Interaktionen von Landwirten und Regierungsbehörden mittels IKT direkter sein können wodurch die Kosten für das Monitoring der Agrar- und Umweltpolitik massiv reduziert werden könnte.

Dies schafft Möglichkeiten, die künftige Agrar- und Umweltpolitik anpassungsfähiger und flexibler werden zu lassen. Die Digitalisierung des Agrarsektors könnte Synergien für Landwirte und die Verwaltung schaffen, indem die Agrarpolitik effektiver und effizienter gestaltet wird. Die Agrarpolitik im Zeitalter der Digitalisierung stellt jedoch auch neue Herausforderungen an Verantwortung und Rechenschaftspflicht. Um dieses grosse Potential zu nutzen, müssen Fragen des Dateneigentums sowie rechtliche und ethische Grundlagen für die Regulierung und Überwachung des Agrarsektors adressiert werden (Walter et al. 2017)**.

**** Walter, A., Finger, R., Huber, R., & Buchmann, N. (2017).** Opinion: Smart farming is key to developing sustainable agriculture. Proceedings of the National Academy of Sciences, 114(24), 6148 – 6150. <http://www.pnas.org/content/114/24/6148>

In unserem neuen Projekt DigiAP möchten wir eine ganzheitliche konzeptionelle Grundlage für die Entwicklung der Agrarpolitik im Zeitalter der Digitalisierung entwickeln. Insbesondere soll eine agrarökonomische Perspektive auf neue politische Optionen entwickelt werden. Die verwendeten methodischen Ansätze kombinieren theoretische ökonomische Analysen, Literatur- und Metastudien, vertiefte Analyse für ausgewählte Fallstudien und die Interaktion mit verschiedenen Stakeholdern. Potentiale und Fallstricke der IKT werden exemplarisch für die schweizerische Agrarpolitik dargestellt. Das Projekt wird Wege aufzeigen und Wege für zukünftige politische Entwicklungen von allgemeiner Relevanz im Agrarsektor aufzeigen.

Das Projekt startete im August 2018.***

***** Webseite des Projekts finden Sie hier:** www.aecp.ethz.ch/research/DigitAP.html.
Das Projekt ist durch das Bundesamt für Landwirtschaft unterstützt. Ansprechpartner:
Robert Finger (rofnger@ethz.ch).

Landwirtschaftliche Wetterversicherungen

Tobias Dalhaus

Die landwirtschaftliche Produktion ist einer Vielzahl von Risiken ausgesetzt, welche die Volatilität der erzielten Gewinne erhöhen können. Insbesondere die hohe Variabilität von Wetterbedingungen in einem sich änderndem Klima setzt Landwirtinnen und Landwirte unter Druck. Landwirtschaftliche Versicherungssysteme können hier ein Mittel sein die finanziellen Auswirkungen dieser Risiken zu verringern. Innerhalb dieser Versicherungen haben sich Wetterversicherungen (oder Wetterindexversicherungen) als innovatives Mittel herausgestellt um Klimarisiken zu minimieren*. Hier ist die Versicherungsauszahlung nicht abhängig vom Schaden auf dem Feld, sondern wird durch einem unabhängig gemessenen Wetterwert bestimmt, zum Beispiel der Niederschlagssumme an einer nahegelegenen Wetterstation.

Die Dissertation von Tobias Dalhaus mit dem Titel «Agricultural Weather Insurance: Basis Risk Reduction, Behavioral Insurance and Uncovering Quality Risks» zielt darauf ab Wetterversicherung für Landwirtinnen und Landwirte attraktiver zu gestalten, indem Auszahlungen besser auf die tatsächliche Risikoexposition abgestimmt und auch die Präferenzen der Landwirtinnen und Landwirte berücksichtigt werden. Hierbei liegt der Fokus auf zwei Kernbereichen. Erstens, auf der Anpassung der Wetterversicherungsauszahlungen an das Pflanzenwachstum auf dem Feld. Die Diskrepanz zwischen Auszahlung und Schaden wird hierbei als Basisrisiko bezeichnet**. Zweitens, Präferenzen von Landwirten bezüglich ihrer Versicherungsentscheidung besser in der Ausgestaltung des Versicherungsvertrages zu berücksichtigen.

* Dalhaus, T. & Finger, R. (2016) Risikomanagement mittels Wetter-Indexversicherung. Agrarpolitik-Blog, 09. August 2016 <https://agrarpolitik-blog.com/2016/08/09/risikomanagement-mittels-wetter-indexversicherung/>

Zur Reduktion des Basisrisikos werden verschiedene Ansätze getestet und verglichen, die darauf abzielen, den Versicherungszeitraum möglichst präzise zu bestimmen^{***}. Dafür werden Pflanzenwachstumsphasen definiert, die besonders trockenheitsanfällig sind und verschiedene Lösungen gegenübergestellt die das Auftrittsdatum dieser Phasen bestimmen können. Die Ergebnisse zeigen, dass frei verfügbare, regionale Beobachternetzwerke dazu beitragen das Basisrisiko zu verringern und somit die Attraktivität von Wetterversicherungen erhöhen. In einem weiteren Kapitel werden die monetären Auswirkungen von Spätfrösten während der Apfelblüte quantifiziert. Hier wird deutlich, dass nicht nur die Ertragshöhe sondern auch die Ertragsqualität durch Wetterereignisse beeinflusst wird, was zur substantiellen Minderung von Verkaufspreisen auf Betriebsebene führt. Ein einziger Frosttag führt in dem empirischen Beispiel zu Verlusten von Erträgen (−1 % bis −5 %), von Qualität und somit auch von Verkaufspreisen (−4 % bis −35 %) was schlussendlich zu aggregierten Erlösverlusten (−3 % bis −43 %) führt. Die Höhe des Effektes ist abhängig von der Schwere (Tagesminimumtemperatur) des Frostereignisses. In einem dritten Beitrag zur Basisrisikoreduktion wird eine ökonometrische Strategie skizziert mit der Ertragsdaten von verschiedenen Aggregationsstufen (Betriebserträge und regionale Durchschnittserträge) mit Wetterdaten kombiniert werden können, um Entschädigungen präziser an Ernteauffälle anzupassen. Hierbei dient der regionale Durchschnittsertrag als Prior für die Schätzung des Einflusses von Wetter auf Betriebserträge innerhalb einer Bayesianischen quantilen Regression.

**** Dalhaus, T., & Finger, R. (2016).** Can Gridded Precipitation Data and Phenological Observations Reduce Basis Risk of Weather Index–Based Insurance?. *Weather, Climate, and Society*, 8(4), 409 – 419. Frei verfügbar

***** Dalhaus, T.; Musshoff, O.; Finger, R.(2018).** Phenology Information Contributes to Reduce Temporal Basis Risk in Agricultural Weather Index Insurance. *Scientific Reports*, 8, 46. Frei verfügbar

Zur besseren Berücksichtigung von Präferenzen in der Ausgestaltung des Versicherungsvertrages, schlägt eine aktuelle Studie vor, dass die Versicherungsentscheidung von Landwirten mit Erkenntnissen aus «Cumulative Prospect Theory» und «Narrow Framing» besser beschrieben werden kann als mit Hilfe der standardmässig angewandten Erwartungsnutzentheorie. Obwohl eine Reihe von weiteren Studien eine Abweichung der Versicherungsentscheidung von erwartungsnutzenmaximierendem Verhalten feststellen, wurde dies bisher nicht in der Ausgestaltung von Agrarversicherungen berücksichtigt. In einem weiteren Kapitel der Dissertation werden die Parameter der Wetterversicherung an Cumulative Prospect Theory Präferenzen, wie Verlustaversion und Wahrscheinlichkeitsgewichtung, angepasst. Die daraus resultierende Versicherung wird als «Behavioral Weather Insurance» bezeichnet und es wird gezeigt, dass insbesondere eine stochastische Mehrjahresprämie eine vielversprechende Erweiterung der aktuellen Versicherungsausgestaltung sein kann. Somit können Wetterversicherungen gemäss individueller Präferenzen ausgestaltet werden, um optimal auf die Bedürfnisse der Landwirtin zugeschnitten zu sein.

Zusammenfassend greift Tobias Dalhaus Dissertation bisherige Erkenntnisse zu Wetterversicherungen auf und entwickelt diese in verschiedene Richtungen weiter, sodass Landwirte bei der Absicherung von Wetterrisiken besser unterstützt werden können. Die Berücksichtigung von neuartigen und bestehenden Datenquellen und deren Kombination in einem flexiblen ökonomischen Rahmen zusammen mit der Quantifizierung von bisher übersehenen Wetterrisiken, zeigt ein grosses Potential auf, um das Basisrisiko zu verringern. So wird die Wetterversicherung zu einer sinnvollen Ergänzung bestehender Versicherungssysteme, besonders in Ländern mit einer Vielzahl ungenutzter Datenquellen. Zudem ist die Berücksichtigung des Entscheidungsverhaltens von Landwirtinnen und Landwirten in der Ausgestaltung von Versicherungen ein logischer nächster Schritt und die präsentierten Ergebnisse bieten einen Einstiegspunkt auch weitere Verhaltensweisen zu berücksichtigen.

Das Video der Verteidigung ist über folgenden QR Code (in Smartphone Kamera App einlesbar) oder über unten stehenden Link zu finden:



<https://www.video.ethz.ch/play/ef96e31d-4ed9-4527-99b4-36e5e3069881.html>

Determinanten des Risikos von Milchviehbetrieben

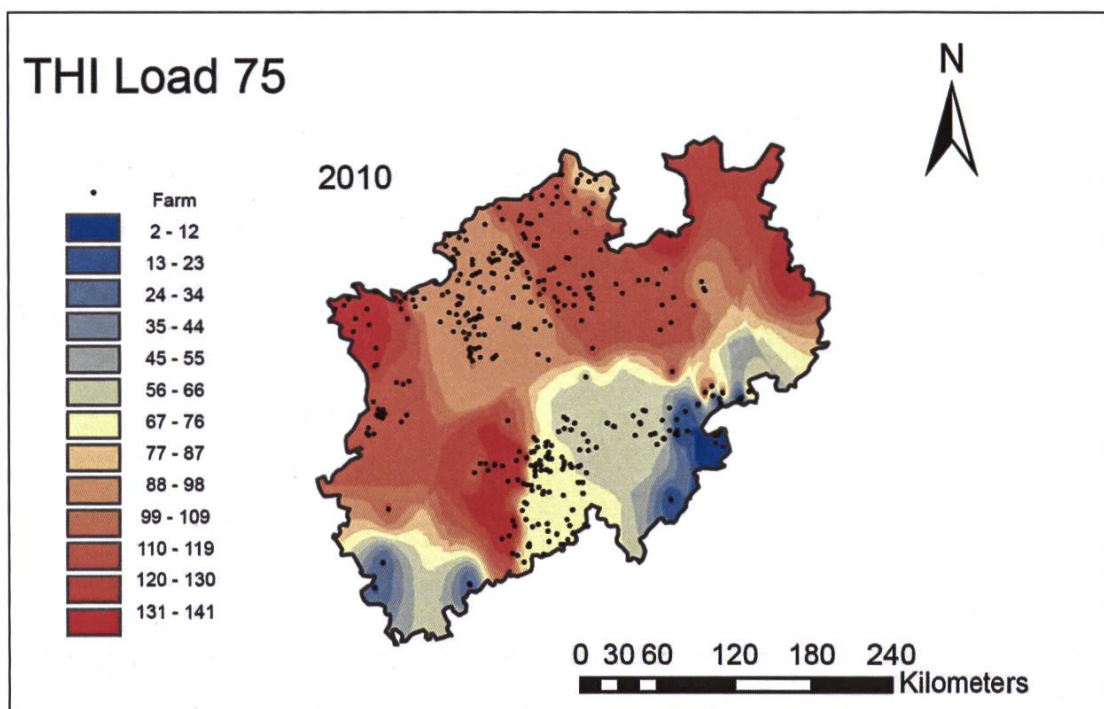
Robert Finger, Tobias Dalhaus, Joseph Allendorf, Stefan Hirsch.

Milchproduzenten sind mit grossen Produktions-, Markt- sowie institutionellen Risiken konfrontiert. Produktionsrisiken, d.h. die Variabilität von Quantität und Qualität der Produktion, sind dabei stark durch Tiergesundheit und klimatische Variabilität und Extremereignisse bedingt. In der Milch- und Fleischproduktion ist dabei insbesondere Hitzestress relevant. In einem kürzlich in der *European Review of Agricultural Economics* erschienenen Beitrag* untersuchen wir, welchen Einfluss diese und andere Komponenten auf den Erlös aber insbesondere auf die Einkommensschwankungen von Milchviehbetrieben haben. Da sowohl Milch- als auch Tiererlöse für Milchviehbetriebe relevant und untrennbar miteinander verbunden sind, bilden wir beide Erlösstränge separat ab und analysieren deren Interdependenz.

* **Finger, R., Dalhaus, T., Allendorf, J., Hirsch, S. (2018).** Determinants of downside risk exposure of dairy farms. *European Review of Agricultural Economics*. In Press. <https://academic.oup.com/erae/advance-article/doi/10.1093/erae/jby012/4995042>

Wir werten einen Datensatz von 390 Milchviehbetrieben in Nordrhein-Westfalen** aus, von denen für die Jahre 2007 – 2014 sowohl Erlös- und Produktionsdaten, als auch Tiergesundheitsindikatoren (insb. Zellzahl, Totgeburten, Abgänge) und verwendete Inputs (z. B. Arbeit, Kapital, Futter, Land, Milchquoten, Tierbestand, Tierarztkosten) vorliegen. Für jeden Betrieb und jedes Jahr ermitteln wir zudem einen luftfeuchtekorrigierten Hitzestressindex (temperature humidity index, THI). Abbildung 1 zeigt diesen Index für das Jahr 2010 sowie die Lage der untersuchten Betriebe.

Abbildung 1. THI load für das Jahr 2010. Punkte repräsentieren die Betriebe (in Nordrhein-Westfalen) und die Farbe gibt den luftfeuchtekorrigierten Hitzestressindex (THI) an. Je höher der THI-wert, desto höher der Hitzestress.



** Allendorf, J. and Wettemann, P. (2015). Does animal welfare influence dairy farm efficiency? A twostage approach. Journal of Dairy Science, Vol. 98 (11): 7730 – 7740

Mittels eines stochastischen Produktionsfunktionsansatzes wird der Einfluss verschiedener Inputs aber auch des THIs und der Tiergesundheit auf die Milch- und Tiererlöse bestimmt. Dabei quantifizieren wir den Einfluss auf den Erwartungswert und auf die Semivarianz der Erlöse (Realisationen unter dem Erwartungswert).

Die Ergebnisse zeigen, dass Inputs ambivalente Effekte auf die Variabilität von Milch- und Tierlösen haben können. Zum Beispiel geht ein grösserer Tierbestand mit geringerer Variabilität von Milch- aber höherer Variabilität von Tiererlösen einher. Darüber hinaus finden wir dass Schwankungen in Milch- und Tiererlösen generell stark miteinander verbunden sind. Dieser Zusammenhang ist sowohl produktionstechnisch bedingt, zeigt aber auch, dass Tiererlöse ein strategisches Element zur Liquiditätserhaltung sein können.

Bezüglich Tiergesundheit finden wir einen trade-off zwischen Profit und Risiko. Eine schlechtere Tiergesundheit kann im Mittel zu höheren Erlösen führen, erhöht aber das Risiko starker Erlösschwankungen. Ein Beispiel für einen dahinterliegenden Mechanismus ist die Wahl des Erstkalbealters. Je früher dieses gewählt wird, desto grösser sind die Erlöse. Jedoch geht dies oft auch mit einer schlechteren Tiergesundheit einher, was durch Abgänge oder Qualitätseinbussen zu Erlösschwankungen führen kann. Unsere Ergebnisse zeigen daher, dass Risikopräferenzen der Produzenten und die Verfügbarkeit von Risikomanagementstrategien einen Einfluss auf die Tiergesundheit haben können.

Hitzestress führt zu seiner signifikanten Reduktion der Milcherlöse. Im Mittel liegen Erlöseinbussen durch Hitzestress bei 10000 Euro pro Betrieb und Jahr. Diese hitzebedingten Risiken sind jedoch sehr heterogen, z. B. durch die Region und Betriebsspezifika bedingt, und Schäden können bis zu 25000 Euro pro Betrieb und Jahr betragen. Die ökonomische Relevanz dieser Risikoquelle für Milchviehbetriebe wird in der Zukunft durch Klimawandel und steigende Klimavariabilität weiter zunehmen. Die Entwicklung gezielter Absicherungsinstrumente sollte daher angestrebt werden.



Forschungsinstitut für biologischen Landbau
Institut de recherche de l'agriculture biologique
Research Institute of Organic Agriculture

EXCELLENCE FOR SUSTAINABILITY

Forschungsinstitut für biologischen Landbau, FiBL

Aktuelle Schwerpunkte FiBL – Departement für Sozioökonomie

Matthias Stolze

Das letzte Jahr haben wir uns im Department für Sozioökonomie deutlich stärker in der Lehre engagiert. So führten wir in Zusammenarbeit mit der ZHAW Geography of Food, der Universität Bangalore, Indien und der Universität Ljubljana, Slowenien Summer Schools in Zürich und in Banglore zum Thema «Designing Sustainable Food Value Chains» durch. Mit der Sozioökonomie von Agroscope kooperierten wir bei einer Summer School zum Thema «Policy Evaluation in Agriculture» an der University of Agronomic Sciences and Veterinary Medicine Bukarest, Rumänien. Und im Masterprogramm Sustainable Agriculture des Mediterranean Agronomic Institute of Chania, Kreta vertreten wir den Kurs «Agro-environmental Impact Assessment and Farm Management».

Nach einer kleinen Umstrukturierung am FiBL im Frühjahr 2018 bauen wir in der Sozioökonomie den neuen Forschungsbereich Daten und Digitalisierung auf. Die ersten Schwerpunktthemen sind: Chancen und Risiken von Smart-Technologies aus sozialwissenschaftlicher Sicht, der Einsatz von Informationstechnologien zur Erhöhung der Transparenz von Bio-Wertschöpfungsketten sowie der Ausbau des FiBL-Information-Systems. Insgesamt arbeiten in der Sozioökonomie an FiBL nun 33 Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler. Davon promovieren fünf Doktoranden an der Universität Lausanne, Universität Bonn, Universität Giessen und der Wageningen University.

Regionale Ernährung in Städten

Heidrun Moschitz

Angesichts einer ständig zunehmenden städtischen Bevölkerung wächst die Erkenntnis, dass der ländliche Raum die Herausforderungen der Ernährungspolitik nicht alleine bewältigen kann. Zunehmend setzen sich Städte damit auseinander, wie ihre Bevölkerung sich ernährt bzw. ernähren könnte und woher die Lebensmittel kommen. Implizit liegt hierbei oft die Frage zugrunde, inwieweit die umliegende Region die Stadt versorgen kann. Im Rahmen des Forschungsprojekts KERNiG – «Kommunale Ernährungssysteme als Schlüssel zu einer umfassend-integrativen Nachhaltigkeits-Governance» untersuchten wir das Potenzial der Kleinstädte Leutkirch und Waldkirch in Baden-Württemberg, die Bevölkerung mit regionalen Produkten zu versorgen. Dabei standen folgende Fragen im Fokus: Wie hoch ist das Produktionspotenzial in der Region? Wie hoch ist der Anteil regionaler Lebensmittel am Konsum in der Stadt? Über welche Distributionskanäle werden regionale Lebensmittel in der Stadt vertrieben?

Die Ergebnisse zeigen je nach Produkt unterschiedliche Anteile des regionalen Konsums, der bei einigen zentralen Produkten zwischen 15 und 30 % liegt. Für die regionale Versorgung einer Stadt sind nicht nur die potenziell zur Verfügung stehenden Lebensmittel in der Region ausschlaggebend, sondern es braucht auch Akteure und Infrastrukturen, damit diese Produkte dann auch tatsächlich in der Stadt verfügbar sind. Im weiteren Projektverlauf bewertet das FiBL die Umweltwirkung der regionalen Produktion mittels Ökobilanz. In Szenarien soll aufgezeigt werden, wie eine standortangepasste regionale Produktion in Zukunft aussehen könnte und was das in Bezug auf das Ernährungsverhalten der Bevölkerung in den beiden Städten bedeutet.

Das Projekt KERNiG wird über das FONA Programm für sozial-ökologische Forschung des deutschen Bundesministeriums für Bildung und Forschung gefördert und von der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg geleitet.

Kontakt am FiBL: Heidrun Moschitz (heidrun.moschitz@fibl.org)

Projektdauer: 2016 – 2019

Publikationen:

Moschitz, H., Frick, R., Oehen, B., 2018. Von global zu lokal. Stärkung regionaler Versorgungskreisläufe von Städten als Baustein für eine nachhaltige Ernährungspolitik – drei Fallstudien. In: Kritischer Agrarbericht 2018. ABL Bauernblatt Verlags-GmbH, Konstanz, Deutschland, S. 185-189.

Der vollständige Bericht kann unter folgendem Link heruntergeladen werden: <http://org-prints.org/32087/>

Weitere Informationen:

<https://www.fibl.org/de/themen/urbane-raeume>
www.kernig.uni-freiburg.de

Wege zu einer raufutterbasierten Milch- und Fleischproduktion in Österreich und der Schweiz

Matthias Stolze, Rebekka Frick, Adrian Müller, Simon Moakes

Im Projekt «Die Alpenregion: Ein Modell für eine nachhaltige Landnutzung und Ernährungsweise Landnutzung» haben wir die Umweltwirkungen der heutigen Landwirtschaft detailliert untersucht und die Potentiale einer graslandbasierten regenerativen Milch- und Rindfleischproduktion mit dem Massenflussmodell SOL für die Schweiz und Österreich überprüft. Die Modellergebnisse zeigen, dass die großflächige Einführung einer graslandbasierten regenerativen Rindfleisch- und Milchproduktion zu niedrigeren Ammoniakemissionen, einer Verringerung der Stickstoffbilanzüber-

schüsse und niedrigeren Gesamttreibhausgasemissionen aus der Landwirtschaft führen würde. Die Verringerung des Anbaus von Kraftfutter und Futtermais auf Ackerflächen ermöglicht, mehr pflanzliche Lebensmittel anzubauen und minimiert somit die Konkurrenz zwischen Lebensmittel- und Futterproduktion. Ausserdem wäre eine generelles Extensivierung der Produktion oder die Ausweitung von ökologischen Ausgleichsflächen und/oder Naturschutz möglich. Der Rückgang der tierischen Nahrungsmittelproduktion müsste entweder über Importe, die hohe Nachhaltigkeitsstandards erfüllen, oder durch eine Änderung der Konsum- und Ernährungsgewohnheiten kompensiert werden.

Das Projekt wurde von der Bristol Stiftung, Paul Schiller Stiftung und der Vontobel-Stiftung finanziell unterstützt.

Kontakt am FiBL: Matthias Stolze (matthias.stolze@fibl.org)

Projektdauer: 2014 – 2018

Publikationen:

Stolze, M., Weisshaidinger, R., Bartel, A., Schwank, O., Biedermann, R., 2019. Chancen der Landwirtschaft in den Alpenländern. Wege zu einer raufutterbasierten Milch- und Fleischproduktion in Österreich und der Schweiz. Haupt, Bern.

Hecht, J., Meier, R., Ramsak-Noemi, K., Mair, L., Schwank, O., Tietje, O., Stolze, M., 2016. Fragile ecosystems and scarce resources meet growing food demand: Is «business as usual» land use an appropriate long-term solution for the Alpine countries? *Acta Fytotechnica et Zootechnica* 18, 13-15.

Weisshaidinger, R., Ramsak-Noemi, K., Biedermann, R., Schwank, O., Petrasek, R., Bartel, A., Stolze, M., 2016. Umweltziele Landwirtschaft – Anspruch und Wirklichkeit. Österreichische Fachtagung für Biologische Landwirtschaft 2016, Raumberg-Gumpenstein, pp. 1-4.

Zukünftige Herausforderungen für die Resilienz und Effizienz von europäischen Rinderhaltungssystemen (GenTORE)

Simon Moakes

Das Projekt «GenTORE – Genomische Management Tools zur Optimierung von Resilienz und Effizienz bei Kühen / Sensorgestützte Phänotypisierung von Kühen für eine effiziente und resiliente Tierhaltung» hat das Ziel, innovative Management- und Selektionsverfahren zu entwickeln, um angesichts der zukünftigen Herausforderungen des Klimawandels und der Ernährungssicherheit die Resilienz und Effizienz der Rinderhaltung in Europa zu optimieren. Dabei wird ein breites Spektrum unterschiedlicher Rinderhaltungssysteme betrachtet.

Das Department für Sozioökonomie charakterisiert zunächst die unterschiedlichen Rinderhaltungssysteme in Europa anhand geographischer, wirtschaftlicher, physischer und klimatischer Informationen. Um Genom-Umwelt-Interaktionen zu analysieren, wird ein Datensatz basierend auf Daten aus dem EU Farm Accountancy Data Network (FADN) und Agri4Cast kombiniert und unter Einbeziehung von Stakeholder-Gruppen ergänzt und verifiziert. Mit einer Frontieranalyse wird dieser Zeitreihendatensatz darüber hinaus hinsichtlich der zukünftigen Herausforderungen von Rinderhaltungssystemen analysiert. Schliesslich wird das Potenzial der Züchtung zur Verbesserung der Resilienz und Effizienz von typischen europäischen Rinderhaltungssystemen mit dem FiBL-Betriebsmodell bewertet.

GenTORE wird im Rahmen von Horizon2020 von der Europäischen Kommission und dem Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation finanziert und von INRA koordiniert.

Kontakt am FiBL: Simon Moakes (simon.moakes@fibl.org)

Projektdauer: 2017 – 2022

Weitere Informationen: <https://www.gentore.eu>

Wie können globale Lieferketten stabiler, resilienter und nachhaltiger gestaltet werden?

Leonhard Jansco, Gianna Lazzarini, Lina Tennhardt,
Christian Schader, Urs Niggli

Die meisten Schweizer Unternehmen, die in der Produktion oder im Handel tätig sind, sind von globalen Lieferketten abhängig. So auch Unternehmen in der Schokoladen- und Textil-Branche. Diese wichtigen Schweizer Branchen haben häufig mit ökologischen und sozialen Problemen in ihren Lieferketten sowie entsprechend negativer Berichterstattung zu kämpfen. Um die Nachhaltigkeit in globalen Kakao- und Textil-Lieferketten zu verbessern, investieren Schweizer Einkäufer bereits einiges: Sie führen ökologische und soziale Standards in ihren Lieferketten ein, überprüfen ihre Lieferanten und sorgen für deren Weiterentwicklung. Doch allen Anstrengungen zum Trotz zeigt sich, dass der gewünschte Effekt in den Lieferketten nur gelegentlich eintritt.



Ziel dieses Projektes ist es daher, (neue) Gestaltungsmöglichkeiten und Ansätze in Kakao- und Textil-Lieferketten zur Optimierung der Nachhaltigkeit zu entwickeln und zu analysieren. Dazu werden in enger Zusammenarbeit mit Unternehmen verschiedene innovative Massnahmen entwickelt, umgesetzt und anschliessend auf semi-quantitative Weise auf ihr Potential hin untersucht, längerfristige Verbesserungen der Nachhaltigkeit über mehrere Lieferkettenglieder hinweg zu erreichen. Konkret umfassen die Projektaktivitäten:

1. Analyse von Nachhaltigkeits-Hotspots entlang der Kakao- und Textil-Lieferketten.
2. Identifizierung und Bewertung von Entscheidungsprozessen bei Unternehmen, die nötig sind, um zuvor identifizierte Hotspots der Lieferketten zu beeinflussen.
3. Entwicklung und Umsetzung von Massnahmen zur Verbesserung der Leistung an identifizierten Nachhaltigkeits-Hotspots.
4. Bewertung des Einflusses verschiedener Massnahmen, die Nachhaltigkeit in den Lieferketten zu steigern.

Die Ergebnisse und Handlungsempfehlungen des Projektes sollen weiteren Schweizer Unternehmen als Entscheidungsgrundlage dienen, wie sie das Nachhaltigkeitsmanagement in ihren Lieferketten effizienter gestalten können.

Das Projekt wird finanziert durch den Schweizer Nationalfonds im Rahmen des Nationalen Forschungsprogramms «Nachhaltige Wirtschaft: ressourcenschonend, zukunftsfähig, innovativ» (NFP 73) und in Zusammenarbeit mit dem International Forum on Sustainable Value Chains (ISVC) durchgeführt.

Kontakt am FiBL: Gianna Lazzarini (gianna.lazzarini@fibl.org)

Projektdauer: 2018 – 2021

Weitere Informationen: <http://www.nfp73.ch/de/projekte/lieferketten/nachhaltigere-wertschoepfungsketten>

<https://www.youtube.com/watch?v=O0k-2v1br2M&feature=youtu.be>

SMART-Nachhaltigkeitsanalysen: Knospe-Betriebe auf Herz und Nieren getestet

Lukas Baumgart, Silvia Marton, Rolf Epple, Christian Schader

Wie nachhaltig wirtschaften die Bio Suisse Knospe-Höfe tatsächlich, was läuft gut, wo gibt es Verbesserungspotential? Diesen Fragen ging das FiBL im Auftrag von Bio Suisse auf den Grund.



Im Projekt wurden 185 Betriebe auf ihre Nachhaltigkeit hin untersucht. Die Stichprobe wurde so gewählt, dass alle Betriebstypen und Landwirtschaftszonen abgebildet wurden. Die Nachhaltigkeitsbewertung erfolgte dabei mit SMART (Sustainability Monitoring and Assessment RouTine); einer Methode, die das FiBL auf Basis der FAO SAFA Nachhaltigkeits-Leitlinien zur ganzheitlichen Nachhaltigkeitsanalyse und Bewertung von landwirtschaftlichen Betrieben und Lebensmittelunternehmen entwickelt hat.

Die Auswertung zeigt, dass die grosse Mehrheit der Knospe-Betriebe bei den meisten Nachhaltigkeits-Kriterien gute bis sehr gute Leistungen aufweisen. Während dies in den Bereichen der Ökologie zu erwarten war, wo die Bio Suisse Richtlinien streng sind, ist das gute Abschneiden in den Bereichen «Soziales Wohlergehen» besonders erfreulich. So erreichen sämtliche untersuchten Betriebstypen ein hohes Niveau beim Kriterium «Lebensqualität», was auch auf die hohen Sozialstandards in der Schweiz zurückzuführen ist.

Im Durchschnitt weisen die untersuchten Betriebe eine gute Profitabilität auf und können Investitionen tätigen. Auf rund 15 % der Betriebe wurden in den letzten fünf Jahren Arbeitsplätze geschaffen. Bei den arbeitsintensiven Spezialkulturen stieg die Zahl der Arbeitsplätze sogar bei der Hälfte der untersuchten Betriebe.

Bio Suisse Betriebe verbrauchen im Vergleich zum durchschnittlichen Energieverbrauch Schweizer Landwirtschaftsbetriebe weniger Energie pro Fläche. Der Grund dafür liegt wohl in der extensiveren Bewirtschaftung – so ist beispielsweise bei energieintensiven Unterglasanbau anzunehmen, dass die Knospe-Restriktionen beim Heizen von Gewächshäusern zu Energieeinsparungen führen.

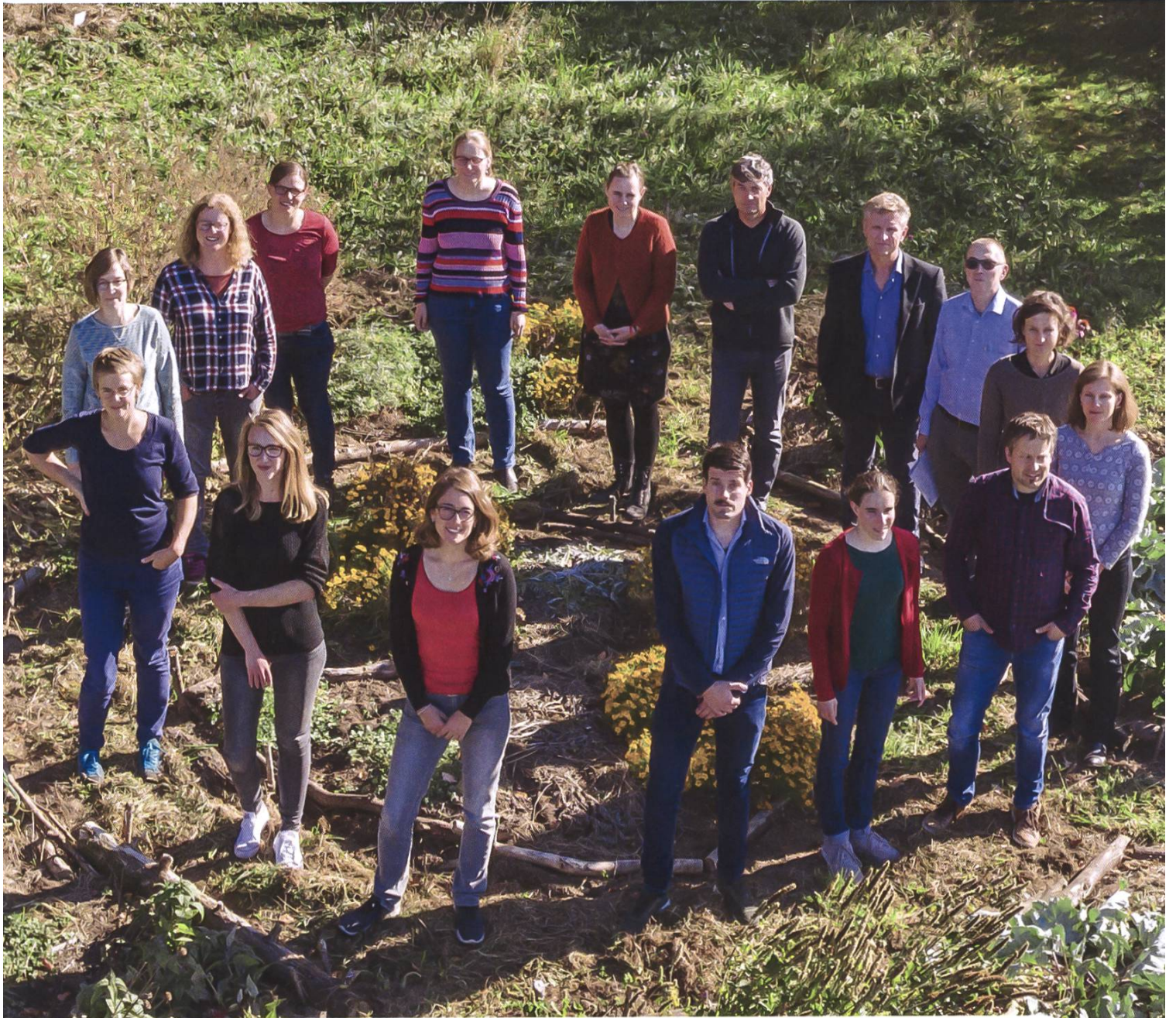
Für Bio Suisse stehen damit erstmals vergleichbare Analysen der Nachhaltigkeit von einzelnen Betrieben zur Verfügung.

Kontakt am FiBL: Lukas Baumgart (lukas.baumgart@fibl.org)

Projektdauer: 1.11.2014 – 31.12.2018

Weitere Informationen:

<https://www.bio-suisse.ch/de/produzenten/nachhaltigkeit/>



Berner
Fachhochschule

.....

Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften, HAFL

.....

Aktuelle Schwerpunkte der Berner Fachhochschule, Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittel- wissenschaften, HAFL

Das Jahr 2018 war ein sehr umtriebige Jahr für die Fachgruppe Agrarwirtschaft und die Forschungsgruppe ländliche Soziologie der HAFL. So gab es verschiedene personelle Wechsel bei Assistierenden und wissenschaftlichen Mitarbeitenden, aber auch bei den Dozierenden: Urs Egger, promovierter Agrarökonomie und seit Mitte 2012 Dozent für Wertschöpfungsketten und Märkte, wurde pensioniert. An seine Stelle getreten ist Filippo Lechthaler, welcher an der ETH Zürich zum Themenbereich Umweltökonomie und angewandte Ökonometrie promovierte hatte. Danach war er am Swiss Tropical and Public Health Institute (Swiss TPH) zu den Schwerpunkten ländliche Entwicklung, Ernährungssicherheit sowie Agrar- und Gesundheitspolitik im internationalen Kontext forschte und als Lehrbeauftragter für Ökonomie tätig. Seit August 2018 ist Filippo Lechthaler nun Dozent für Wertschöpfungsketten und Märkte an der HAFL und wie schon sein Vorgänger sowohl in der Fachgruppe Agrarwirtschaft als auch in der Fachgruppe Internationale Landwirtschaft beheimatet. Neben der Unterrichtstätigkeit, ist Filippo Lechthaler in der angewandten Forschung aktiv. Er beschäftigt sich dabei mit agrarwirtschaftlichen und -politischen Themen im nationalen sowie internationalen Kontext. Er setzt sich beispielsweise mit dem Zusammenhang von landwirtschaftlichen Massnahmen und dem Lebensunterhalt der ländlichen Bevölkerung auseinander. Weiter interessieren ihn sozio-ökonomischen Auswirkungen von klimatischen Ereignissen sowie generell Themen der Entwicklung von landwirtschaftlichen Wertschöpfungsketten.

Neben diesen personellen Änderungen war die Fachgruppe Agrarwirtschaft massgeblich beteiligt am Aufbau des Schweizer Agrarpolitik Forums (SAF), welches einen neutralen Beitrag zur Suche gemeinsamer Lösungen leisten möchte und dazu Antworten und Denkanstösse zu Fragen der zukünftigen Schweizer Agrarpolitik liefern will. Das erste, sehr gut besuchte Forum fand am 16. und 17. August 2018 zum Thema «Grenzschutz bei Nahrungsmitteln: Unterwegs im Dialog» statt. In einem methodischen und personellen Mix von «jung» bis «reif», von «Input» bis «Interaktion», von «intern» bis «extern» wurde dialogiert und teilweise sehr kontrovers diskutiert.

Schliesslich beschäftigen sich die Mitarbeitenden in ihren Forschungsprojekten sowie die Studierenden in ihrem Bachelor- und Masterarbeiten mit Themen die von der Begleitung der Gründung eines Maschinenrings über die Frage der ökonomischen Resilienz der Landwirtschaft zur Untersuchung von Ehescheidungen in der Landwirtschaft reichen. Fünf ausgewählte Projekte werden im Folgenden dargestellt.

Markttransparenz und Margen im Milchsektor

Barbara Eiselen, Martin Pidoux

Die Milchproduzentenpreise sind in den letzten Jahren stark zurückgegangen: -0.14 CHF für verkäste Milch von 2000 bis 2017 und -0.23 CHF für Molkereimilch (Marktbeobachtung BLW). Auch viele Konsumentenpreise für Milchprodukte sind in diesem Zeitraum gesunken, jedoch nicht alle.

Die BFH-HAFL wurde im Oktober 2017 vom Schweizer Bauernverband (SBV) beauftragt eine Vorstudie zum Thema Margen im Milchsektor durchzuführen um einerseits die Datenlage auszuleuchten und andererseits Methoden zu prüfen mit dem Ziel die Margenentwicklung im Milchbereich zu berechnen.

Von Interesse waren die Margen der Stufen Verarbeitung und Detailhandel, welche aufgrund der sehr mangelhaften Daten nicht isoliert, sondern nur als gesamte Marge dieser zwei Stufen betrachtet werden konnten. Es handelte sich lediglich um die Differenz zwischen der monatlich von der Marktbeobachtung BLW erhobenen Konsumenten- und Produzentenpreisen, wobei in Milchäquivalenten gerechnet wurde. Weiter wurde die Margenentwicklung der letzten 10 Jahre mit den Kollegen aus Frankreich, Deutschland und Österreich verglichen.

Folgende Hauptresultate wurden zu Tage gebracht:

- Die Margen von Verarbeitung und Detailhandel haben sich in der Schweiz für die einzelnen Milchprodukte sehr unterschiedlich entwickelt und eine generelle Aussage ist nicht möglich. Für einige Produkte sind die Margen in den letzten 15 Jahren gestiegen (z. B. Butter, Vollmilch, Raclettekäse und Magermilch), bei anderen sind sie gesunken (z. B. Käse, Rahm, Mozzarella und Joghurt).
- Die Margen von Verarbeitung und Handel sind in der Schweiz höher als im Ausland.

- Generell ist die Transparenz bezüglich der Preisen und den Margen tief.
- Analysen (z. B. Révion et al. 2017) und Bestrebungen (derzeit von Coop) beziehen sich auf die Konsummilch, das transparenteste Produkt in Bezug auf die Verarbeitung, da in einem Liter quasi ein Liter Rohmilch steckt. Interessant ist der Vergleich mit stärker verarbeiteten Produkten.

Besonders im Molkereimilchsektor gibt es vermutlich ein gewisser Spielraum für die Margengestaltung bei den Verarbeitern und Detailhändlern. Aufgrund von marktwirtschaftlichen Überlegungen ist zudem anzunehmen, dass diese zwei Marktteilnehmer die Margen über das gesamte Sortiment gesehen gerecht verteilen und wegen unterschiedlichen Grenzschutzmassnahmen entlang der Wertschöpfungskette Renten abschöpfen.

Kontakt:

Barbara Eiselen (barbara.eiselen@bfh.ch) oder:

Martin Pidoux (martin.pidoux@bfh.ch)

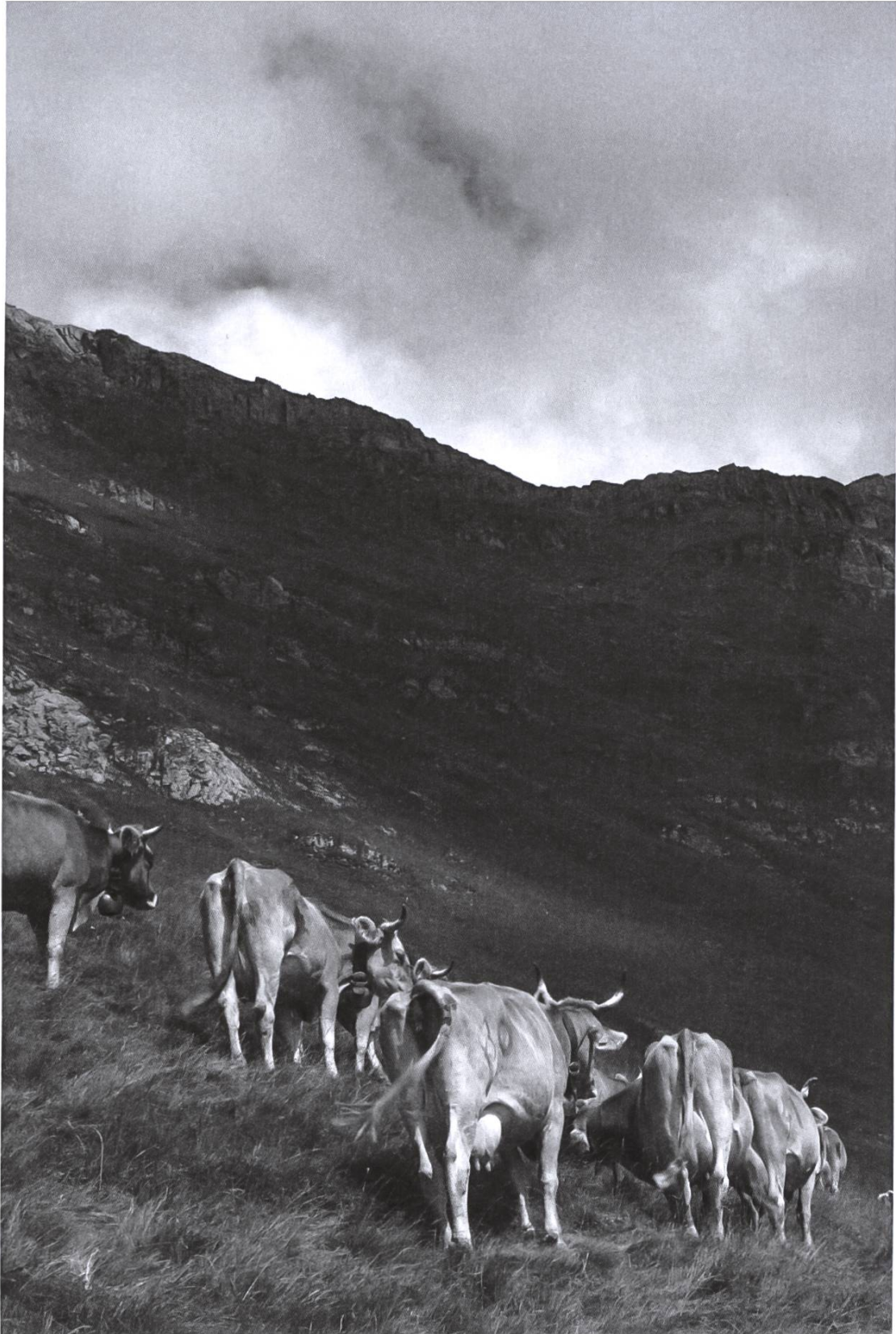
Ein-Mal-am-Tag-Melken (ETM) auf Alpen mit eigener Milchverarbeitung

Bruno Durgiai und Thomas Blättler

Immer mehr Betriebe im Berggebiet stellen auf arbeitsextensive Betriebszweige wie Mutterkuhhaltung um und kompensieren das wegfallende Einkommen mit Nebenerwerb. Insbesondere passen der hohe Arbeitsbedarf und die zeitliche Bindung immer weniger zu den Lebensmodellen der Bergbauernfamilien. Dadurch ist die Milchproduktion im Berggebiet trotz hohem Wertschöpfungspotential bedroht. Den Alpen mit Käseproduktion fehlen zunehmend die Milchkühe, womit diese traditionelle ökonomisch und ökologisch nachhaltige Bewirtschaftung der Sömmerungsgebiete gefährdet ist.

Einmal-Täglich-Melken (ETM) gegen Ende der Laktation könnte sich dank Reduktion und Flexibilisierung der Arbeit als Befreiungsschlag erweisen. In der Schweiz ist aber die Verarbeitung und Ablieferung der Milch von Ein-Mal-am-Tag gemolkenen Kühen untersagt. In diesem Projekt wird ETM untersucht, um die Auswirkungen zu analysieren und es unter Schweizer Verhältnissen zu optimieren.

Unsere Untersuchungen finden in den Jahren 2016 bis 2018 auf einer Bündner Alp statt, wo umfassende Analysen zu Milch- und Käsequalität sowie Gesundheit und Verhalten der Kühe durchgeführt und Erfahrungen mit ETM im letzten Drittel der Alpzeit gesammelt werden. Es geht in diesem ersten Projekt um eine für Natur, Mensch und Tier nachhaltige Bewirtschaftung der oft weit vom Melkplatz entfernten Spätsommer-Weiden, und nicht primär um eine Reduktion der Arbeitszeit. Dabei wird die ganze Verfahrenskette von der Weideführung über das Tierverhalten, das Melken, die Verarbeitung der Milch, das Lagern der Produkte bis zum Verkauf gezielt für alle mit ETM verbundenen Aspekte analysiert und zukunftsorientiert weiterentwickelt.



Die bisherigen Ergebnisse zeigen, wie gross die Herausforderungen für Mensch und Tier bei der Sömmerung von Milchkühen auf Höhenlagen über 1800 m ü.M. generell sind. ETM verschärft diese teilweise noch, zeigt aber auch interessante Ansätze zu deren Bewältigung. So ist etwa offensichtlich und kann anhand der Proteingehalte und Harnstoffwerte in der Milch nachgewiesen werden, dass die Kühe mit ETM bezüglich Energieversorgung besser im Gleichgewicht sind. Die Futterflächen können zudem gezielter, effizienter und letztlich nachhaltiger genutzt werden, was besonders bei extremen Wetterbedingungen vorteilhaft ist.

Kontakt: Bruno Durgiai (bruno.durgiai@bfh.ch)

Publikationen:

https://www.ernaehrungswirtschaft.ch/documents/news/0_2015-09-04_bauernzeitung_soja_auf_dem_vormarsch.pdf

https://issuu.com/bfh-hafl/docs/hafl-magazin_nr01-2017

Integration von Flüchtlingen in die Landwirtschaft

Sandra Contzen

In verschiedenen Branchen der Schweizer Wirtschaft besteht das Bestreben, anerkannte Flüchtlinge und vorläufige Aufgenommene, im Folgenden Flüchtlinge genannt, in den Arbeitsmarkt zu integrieren, um das Potential inländischer Arbeitskräften besser auszuschöpfen. Dieses Ziel verfolgte auch der Schweizer Bauernverband (SBV) und das Staatssekretariat für Migration (SEM) mit dem Pilotprojekt «Arbeiten in der Landwirtschaft» das im Frühling 2015 lanciert wurde und bis Frühling 2018 dauerte. In dieser Zeitspanne begannen insgesamt 30 Flüchtlinge einen Arbeitseinsatz auf einem der 17 Pilotbetriebe, mit Ausnahme der ersten zwei Monate zum SBV-Richtlohn bzw. Lohn gemäss kantonalem Normalarbeitsvertrag. In 24 Fällen wurde der drei- bis zwölfmonatige Einsatz abgeschlossen.

Die HAFL und das Departement Soziale Arbeit der Berner Fachhochschule analysierten dieses Projekt anhand einer Wirkungsevaluation. Eine wichtige Wirkung des Projektes ist die hohe Zufriedenheit der Mehrheit der Betriebsleitenden und allen ausser einem Teilnehmenden mit dem jeweiligen abgeschlossenen Einsatz. Diese Zufriedenheit zeigt sich auch darin, dass die Mehrheit der Betriebsleitenden den Teilnehmenden eine Stelle auf dem Betrieb anbot und die Mehrheit der Teilnehmenden weiterhin in der Landwirtschaft tätig sein und allenfalls sogar eine entsprechende Ausbildung absolvieren möchte. Letzteres ist gerade in Anbetracht der angelaufenen Vorlehren für Flüchtlinge in der Landwirtschaft wichtig. Nachdenklich stimmt, dass nur sieben Teilnehmende, dies entspricht zwei Dritteln, die auf dem Einsatzbetrieb angebotene Stelle annahmen. Die Ablehnung wurde unter anderem mit den Arbeitsbedingungen in der Landwirtschaft (Lohn, Arbeitsstunden, Art der Arbeit) oder der geographischen Lage der Betriebe begründet.

Eine weitere wichtige Wirkung des Projektes war, dass die Teilnehmenden in verschiedenen Bereichen Lernfortschritte erzielten: von berufsspezifischen und praktischen Arbeitserfahrungen, Teamarbeit, Zuverlässigkeit, Selbständigkeit, neuen Umgangsformen bis hin zu kulturellem Verständnis. Dass diese neuen Kompetenzen nicht nur in der Landwirtschaft nützlich sind, zeigt sich in der Erwerbsquote der Teilnehmenden nach dem Einsatz: 71 % fanden nach dem Arbeitseinsatz eine berufliche Anschlusslösung, wovon etwas mehr als die Hälfte auf den Einsatzbetrieben. Verglichen mit einer durchschnittlichen Erwerbsquote von Flüchtlingen von 18 – 50 % ist das Projektresultat hoch.

Die Evaluation zeigte aber auch Schwächen des Pilotprojektes auf und empfahl Massnahmen für künftige Projekte: diese sollten auf kantonaler, regionaler oder kommunaler Ebene organisiert und durchgeführt werden, da dadurch ein besseres Matching zwischen Flüchtlingen einerseits und Betrieben andererseits erreicht werden kann. Die diesbezügliche Schwäche des Projektes zeigte sich in der geringen Vermittlungsquote: Nur gerade 30 der insgesamt 45 zur Verfügung gestellten Einsatzplätze konnten besetzt werden.

Schliesslich skizzierte das Evaluationsteam zwei Pisten für die zukünftige Arbeitsintegration von Flüchtlingen in die Landwirtschaft. Einerseits sollten strukturierte Praktika mit Ausbildungscharakter und entsprechend geringerer Entlohnung angeboten werden, um Interessierte auf eine spätere Anstellung in der Landwirtschaft vorzubereiten und ihnen die notwendigen praktischen Kompetenzen zu vermitteln. Andererseits sollten interessierte Person mit bereits erworbenen Kompetenzen als reguläre Arbeitskräfte mit normalen Löhnen kantonal oder kommunal in die Landwirtschaft vermittelt werden.

Kontakt: Sandra Contzen (sandra.contzen@bfh.ch)

Fundstellen im Internet:

<https://www.sem.admin.ch/sem/de/home/aktuell/news/2018/2018-08-08.html>

Publikationen:

Contzen S, Bühler M, Häberli I, Fritschi T, 2018. Gesamtevaluation 2018 Pilotprojekt «Arbeiten in der Landwirtschaft 2015 – 2018. Verfasst im Auftrag des Staatssekretariats für Migration (SEM). Zollikofen/Bern: Berner Fachhochschule.

Suizid in der Landwirtschaft – eine wissenschaftliche Literaturanalyse und Expertengespräche

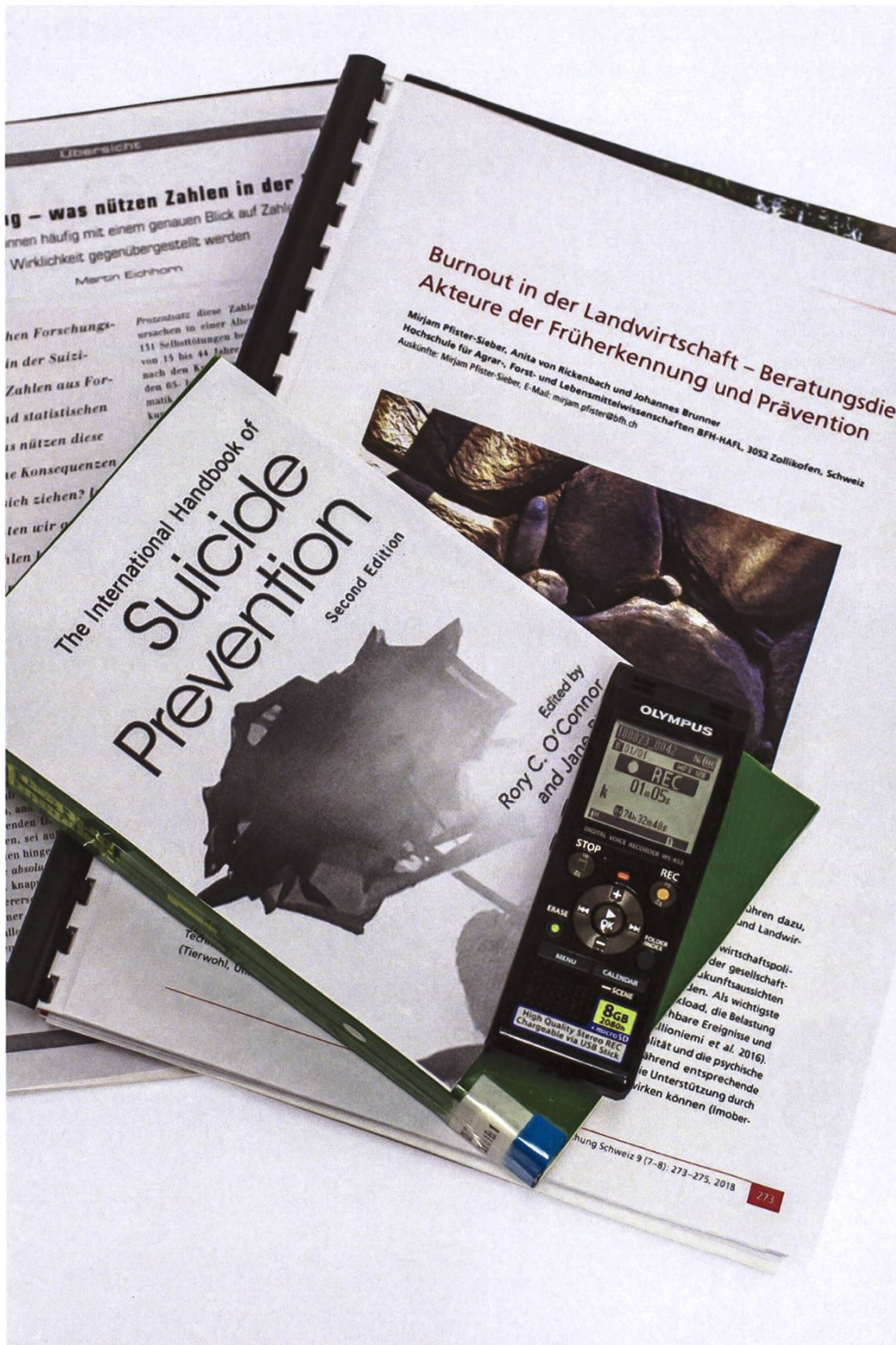
Christine Jurt und Karin Zbinden Gysin

Ziel der Literaturstudie ist es aufzuzeigen, welche wissenschaftlichen Erkenntnisse zu Suizid in der Schweizer Landwirtschaft vorhanden sind und wo Wissenslücken bestehen. Dazu wurde eine breit angelegte systematische Literaturübersicht erstellt, welche die drei Bereiche a) Suizid in der Schweizer Landwirtschaft, b) Suizid in der Schweiz und c) Suizid in der Landwirtschaft weltweit abdeckt. Weil zur Situation in der Schweiz sehr wenig publiziertes Wissen besteht, wurden die Ergebnisse aus der Literaturanalyse durch Expertinnen und Experten aus der Landwirtschaft, der Psychiatrie und der Verwaltung in Bezug zum Schweizer Kontext gesetzt.

Als soziodemographische Charakteristika für Suizidgefährdung zeigen Statistiken aus der Schweiz ein erhöhtes Risiko für Männer – wobei Frauen eine höhere Suizidversuchsrate aufweisen – und für ältere Menschen. Die Aufteilung nach Berufen ist für die Landwirtschaft umstritten, da BranchenvertreterInnen dazu tendieren, die landwirtschaftlich tätige Bevölkerung nicht als Sonderfall zu verstehen. Daten zu diesen Berufsgruppen sind für die Schweiz nicht vorhanden.

Risikofaktoren bezüglich Suizid in der Schweiz und allgemein in der Landwirtschaft werden aus der Literaturanalyse anhand von Spannungsfeldern auf verschiedenen Ebenen zusammengefasst:

- individuelle Ebene: persönliche Situation, Leidensgeschichte, etc.
- Familie und nahestehende Personen: Krisen, Selbstwertgefühl, etc.
- Betriebsebene: Wandel, Berufsbild, Wertschätzung, etc.
- Kontextebene: Wirtschafts- und Agrarpolitik, gesellschaftlich verwurzelte Tabuisierung von Krisen, etc.



Im Gegensatz zu anderen Ländern gibt es keine Studien, die sich konkret auf die landwirtschaftlich tätige Bevölkerung in der Schweiz beziehen. Auch zur Situation von Hinterbliebenen in der Landwirtschaft und zu Präventionsstrategien – Themen die auch weltweit wenig erforscht sind – gibt es keine Studien mit Schweiz-Bezug. Die angefragten ExpertInnen sind geteilter Meinung, ob dem Thema Suizid in der Landwirtschaft im schweizerischen Kontext besondere wissenschaftliche Aufmerksamkeit erteilt werden soll oder nicht.

Die Studie zeigt aber einen beträchtlichen Forschungsbedarf für den Schweizer Kontext auf: Wie verbreitet ist das Problem wirklich? Wie gestaltet sich der Zusammenhang Suizid und landwirtschaftlich tätige Bevölkerung? Was wird als Risiko oder Auslöser wahrgenommen? Wie funktioniert die Prävention?

Kontakt: Christine Jurt (christine.jurt@bfh.ch)

Fundstellen im Internet:

https://www.hafl.bfh.ch/fileadmin/docs/Forschung_Dienstleistungen/Agrarwissenschaften/Agrarökonomie/Suizid_Landwirtschaft_HAFL.pdf

Wissenstransfer im Projekt «Optimierung der Milchproduktion mit frischem Wiesenfutter»

Bruno Haller

Als Fachhochschule ist die HAFL der angewandten Forschung verpflichtet. Der Wissensaustausch zwischen Praxis, Forschung sowie Bildung und Beratung ist damit ein zentrales Anliegen. Im Projekt «Optimierung der Milchproduktion mit frischem Wiesenfutter» wurden einerseits fachspezifische Fragestellungen der Milchproduktion untersucht. Andererseits wurden in exemplarischer Weise Fragen zu fördernden und hemmenden Faktoren im Wissensaustausch zwischen den verschiedenen Akteuren und der Umsetzung von Innovationen in der Praxis untersucht.

Im Projekt untersuchten die Forschenden drei Futterungsstrategien mit frischem Wiesenfutter. Zusätzlich hatten die beteiligten Praxisbetriebe aber auch eine wichtige aktive Rolle im Rahmen von Arbeitskreisen. Die Betriebe lieferten damit einerseits die Grundlagen und Daten für die Bearbeitung von Forschungsfragen und beschäftigten sich andererseits intensiv mit der Umsetzung von neuen Vorgehensweisen. Dies löste auf den Betrieben zahlreiche Innovationen aus und unterstützte insbesondere den Transfer von Wissen in konkrete Handlungen.

Damit diese Wirkung eintritt, müssen wichtige Voraussetzung berücksichtigt werden: Es bedingt eine sorgfältige Auswahl von Betrieben mit einer hohen Motivation und Bereitschaft für den offenen Austausch untereinander. Weitere Erfolgsfaktoren sind die intensive Begleitung durch Projektverantwortliche und ganz besonders durch Moderationspersonen als wichtige Drehscheibe der Kommunikation zwischen den Beteiligten. Die Kombination dieser Faktoren stellt hohe Anforderungen an alle Beteiligten und sind für einen erfolgreichen Wissenstransfer in die Praxis von grosser Bedeutung.

Kontakt: Bruno Haller (bruno.haeller@bfh.ch)

Publikationen:

Haller B, van der Maas J, Moser S, Kempter A, Mulser E, Hofstetter P, 2018. Forschung mit Wissenstransfer erhöhet die Praxiswirkung. Serie Systemvergleich Hohenrain II. Agrarforschung Schweiz, 9 (6), 206–213.



HTW Chur



Zentrum für
wirtschaftspolitische Forschung

Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur

Das Zentrum für wirtschaftspolitische Forschung ZWF ist das Kompetenzzentrum für Volkswirtschaftslehre, Wirtschaftspolitik und angewandte Statistik an der Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur. Seine Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sind zuständig für die HTW-weite Lehre in diesen Bereichen. Sie erbringen Forschungs- und Beratungsdienstleistungen für Wirtschaft und Politik und tragen zur Lösung von wirtschafts- und regionalpolitischen Fragen bei. Das ZWF versteht sich zudem als Diskussionsplattform im Bereich der nationalen und regionalen Wirtschaftspolitik und fördert den Wissens- und Erfahrungsaustausch zwischen Wissenschaft, Wirtschaft und Politik.

Die Forschungsaktivitäten des ZWF sind in den Bereichen Wirtschaftspolitik, Regionalentwicklung, Arbeitsmarkt- und Sozialpolitik sowie Energieökonomie angesiedelt, wobei vor allem regionalwirtschaftliche Aspekte und Themen an den Schnittstellen zu Tourismus, Bauwirtschaft und Unternehmertum im Zentrum stehen.

Im Agrar- und Tourismus-Kanton Graubünden gelegen, stellt die Erforschung von Schnittstellen und Kooperationsmöglichkeiten zwischen Landwirtschaft und Tourismus ein zentrales Gebiet der ZWF-Forschung dar, wobei eine enge Zusammenarbeit mit dem Institut für Tourismus und Freizeit (ITF) der HTW Chur sowie externen Partnern besteht. So wird gegenwärtig im Auftrag des Kantons Graubünden und in Zusammenarbeit mit verschiedenen Organisationen das Projekt «Agro+Tourismus Graubünden» durchgeführt. Dieses fügt sich an eine Reihe früherer Arbeiten an der Schnittstelle zwischen Landwirtschaft und Tourismus an. Zudem war der 11. Gesprächskreis zur Wirtschaftspolitik dem höchst aktuellen Thema

«Agarpolitik und Freihandel» gewidmet, fand er doch im Zusammenhang mit der Gesamtschau des Bundesrates zur Agrarpolitik und der Mercosur-Reise von Bundesrat Schneider-Amman statt. Der Auftritt von Bernard Lehmann (Direktor Bundesamt für Landwirtschaft) mit seinem Inputreferat und die anschliessende Diskussion mit eingeladenen Podiumsgästen und dem Publikum verliehen diesem gut besuchten Anlass die gebührende Aufmerksamkeit in der Öffentlichkeit.

Kontakt: Werner Hediger (werner.hediger@htwchur.ch)

Website: htwchur.ch/zwf



11. Gesprächskreis zur Wirtschaftspolitik: Peter Moser (HTW Chur) im Gespräch mit Bernard Lehmann (Direktor des BLW). Foto HTW Chur

Agro+Tourismus Graubünden

Werner Hediger

Im Kanton Graubünden haben Landwirtschaft und Tourismus eine grosse Bedeutung. Sie sind traditionell und historisch eng miteinander verknüpft. Und beide Branchen stehen angesichts des aktuellen wirtschaftlichen und politischen Umfelds – z. B. Strukturwandel, Marktöffnung, fehlende Investitionen – vor grossen Herausforderungen. Diesen gilt es nicht nur mit neuartigen Angeboten, sondern auch durch organisatorisch-strukturelle Innovationen zu begegnen. Dadurch, dass die Landwirtschaft und der Tourismus (Hotellerie und Gastronomie) in vielfältiger Weise miteinander verflochten sind, bestehen aber auch beträchtliche Synergie- und Kooperationspotenziale. Die Erschliessung dieser Potenziale dürfte nicht nur für die Akteure in den beiden Branchen, sondern auch für die betroffenen Regionen von eminenter Bedeutung sein.

Das Hauptziel des vom Kanton Graubünden finanzierten Projekts «Agro+Tourismus Graubünden» besteht dementsprechend darin, Potenziale für eine verbesserte Zusammenarbeit zwischen Landwirtschaft, Verarbeitung und Tourismus (Hotellerie/Gastronomie) zu bestimmen und gemeinsam neue «agro+touristische» Angebote aufzubauen und zu vermarkten. Diese Kooperation soll dazu beitragen für alle drei Branchen zusätzliche Wertschöpfung zu generieren. Einerseits sollen vermehrt Regionalprodukte in die Hotellerie und Gastronomie einbezogen werden. Andererseits sollen gemeinsame agrotouristische Erlebnisse erschlossen und zu marktfähigen Angeboten entwickelt werden. Dazu gehört auch der Aufbau und Transfer von gemeinsamem Wissen als Grundlage für ein gesteigertes gegenseitiges Verständnis.

Das Projekt schliesst an bisherige Arbeiten des ZWF im Bereich Landwirtschaft und Tourismus an und soll einen erkenntnis- und umsetzungsorientierten Beitrag an die Erschliessung vorhandener Potenziale zwischen den drei Branchen leisten. Ausgehend von einer Erfassung und Analyse von

Best Practices und der sozio-ökonomischen Netzwerke in den Fallstudienregionen Val Poschiavo, Parc Ela und Lenzerheide werden Synergiepotenziale identifiziert und in Innovationsworkshops gemeinsam mit lokalen Akteuren zu marktfähigen «agro+touristischen» Angeboten («Produkten»), die zur regionalwirtschaftlichen und touristischen Positionierung der untersuchten Regionen passen, weiterentwickelt. Zusammengefasst soll das Projekt «Agro+Tourismus Graubünden» dazu beitragen Wertschöpfung und Arbeitsplätze in den Regionen zu generieren bzw. zu erhalten. Durch den anschliessenden Wissenstransfer soll zudem ein Multiplikatoreffekt entstehen, so dass auch andere Regionen und Akteure innerhalb und ausserhalb des Kantons profitieren sollen.

Projekt-Team:

Werner Hediger (Projektleitung), Jan Mosedale (ITF),
Tanja Ospelt und Eveline Scala (ZWF)

Kontakt: Werner Hediger (werner.hediger@htwchur.ch)



***schweizer bauernverband
union suisse des paysans***



Schweizer Bauernverband

Einleitung

Der Schweizer Bauernverband SBV ist der Dachverband der Schweizer Landwirtschaft. Ihm gehören 25 Kantonalverbände sowie über 60 Genossenschaftsverbände, Produzenten- und Fachorganisationen an. Einsatzbereitschaft, Interessenausgleich und Solidarität im Innern sowie ein gemeinsamer Auftritt nach aussen stärken die Positionen der Schweizer Landwirtschaft. Die Landwirtschaft, das sind an erster Stelle die gut 50 Tausend Bauernfamilien und die nahezu 160 Tausend in der Landwirtschaft Beschäftigten.

Der operative Verbandsteil ist die Geschäftsstelle des SBV. Seine Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter unterstützen die politischen Gremien des Verbandes bei der Interessenvertretung für die Landwirtschaft. In der Geschäftsstelle arbeiten 122 Personen, davon 62 in Teilzeit. 59 Prozent sind Frauen. Eng mit dem SBV verbunden sind die Agrisano-Unternehmungen, welche für die Landwirtschaft aber auch darüber hinaus Dienstleistungen im landwirtschaftlichen Personen- und Sachversicherungsbereich anbieten. In der Agrisano-Gruppe arbeiten über 200 Mitarbeitende mit mehr als 75 % Frauen. Der SBV ist auch eine Ausbildungsstätte etwa 10 kaufmännische Lernende und bietet regelmässig Hochschulpraktikanten die Möglichkeit das Berufsfeld «Verbandsarbeit» kennenzulernen.

Die SBV Geschäftsstelle ist keine wissenschaftliche Organisation im engeren Sinn. Wir verarbeiten eher wissenschaftliche Arbeiten, als dass wir selber solche produzieren – einmal abgesehen von diversen Publikationen aus dem SBV Geschäftsbereich Agristat.

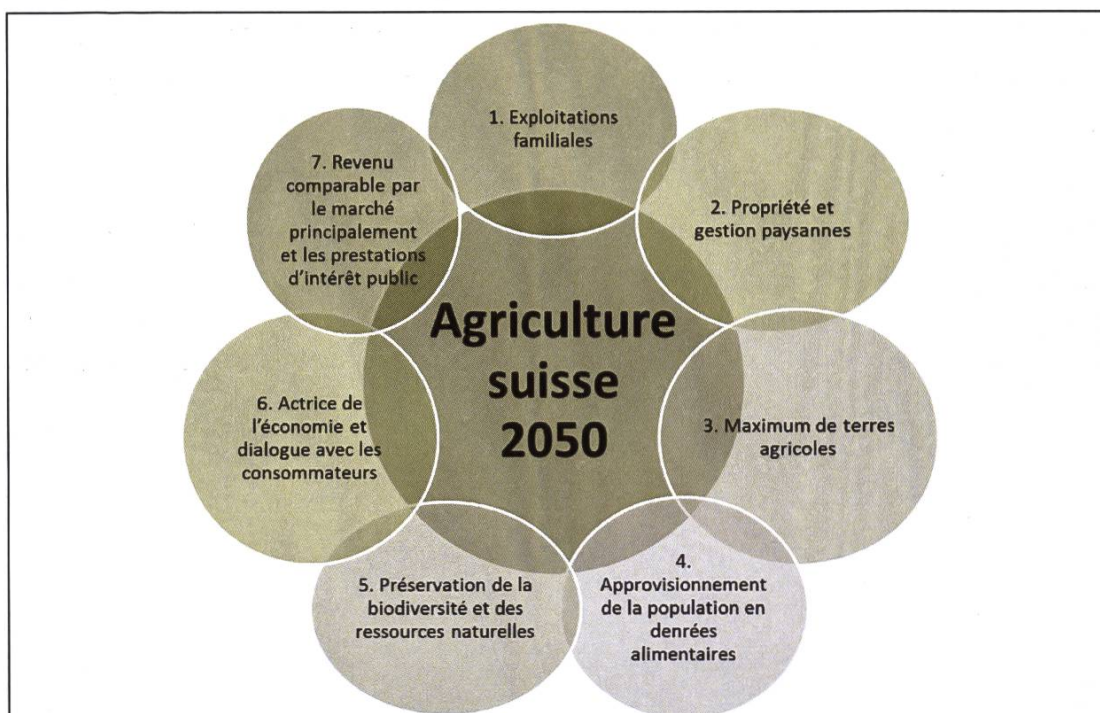
2018 engagierten wir uns ganz besonders für die Konkretisierung unserer «Initiative für Ernährungssicherheit». Selbstverständlich beschäftigten uns viele weitere wichtige Themen wie z. B. die Verbesserung der Marktsituation für die Landwirtschaft insbesondere im Milchmarkt, den neuen Magazin «FOKUS» zum Thema Pflanzenschutz, der Megatrend 'Digitalisierung' sowie für die Landwirtschaft relevante Entwicklungen in der Außenpolitik. Aus dem letzten Bereich stammt die Arbeit unserer Praktikantin, Erika Schönenberger, welche wir nachfolgend präsentieren. Mit dem Jahr 2018 begann auch die Vorarbeit für die Revision des Raumplanungsgesetzes (RPGII) und v.a. für die nächste Agrarpolitik. Die Anliegen der bäuerlichen Familien bezüglich dieser Themen könnten wir in unserem Strategie-Papier verfassen. Dieser Prozess ist auch in diesem Beitrag beschrieben.

Stratégie de l'USP l'agriculture futur et son processus

François Monin

Le chemin qui permettra à l'agriculture suisse d'affronter les défis du futur est indéfinissable. Cependant, l'Union Suisse des Paysans (USP) a décidé d'identifier la stratégie à adopter à court, moyen et long terme. Actuellement, la politique agricole changeante ne permet pas de planification sur le long terme, car elle manque de stabilité. Afin de structurer et de définir les grandes lignes de la défense professionnelle future, l'USP a travaillé ses objectifs stratégiques à l'horizon 2050. Affinés au travers de séances et workshops internes avec les organisations membres, cette stratégie à long terme pose un cadre clair sur l'image que nous avons de l'agriculture de demain. Les 7 points principaux pour 2050 sont résumés dans la figure 1 cidessous.

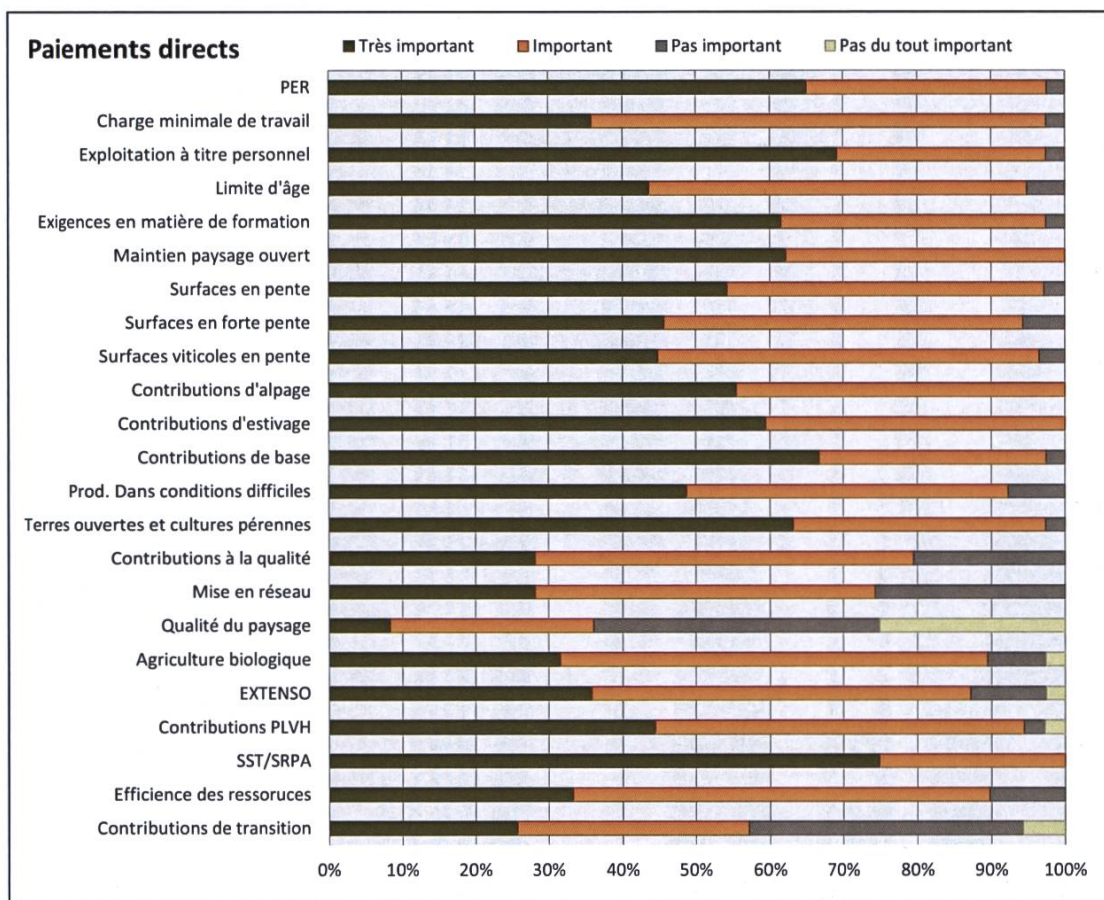
Figure 1 : Agriculture Suisse 2050



Plus proche de nous et découlant de la stratégie 2050, des objectifs à moyen terme ont pu être identifiés. Définis sous forme d'indicateurs, ils permettent de construire les fondations de l'agriculture souhaitée en 2030, afin d'assurer un avenir prospère. Pour cet horizon à moyen terme, des valeurs cibles ont pu être identifiées et quantifiées. Cette stratégie servira, en temps voulu, de base pour l'élaboration de documents plus approfondis. Pour les actions qui sont à prévoir dans un futur proche, c'est-à-dire pour l'élaboration de la future politique agricole, nos organisations membres ont été sollicitées. Au travers d'un sondage, elles ont eu l'occasion d'exprimer leurs préoccupations, ainsi que leurs souhaits de changement. Les résultats et analyses des réponses font également partie intégrante de cette stratégie définie. La figure 2 démontre l'importance des instruments de politique agricole actuelle, en reprenant les réponses quantitatives apportés aux paiements directs. L'unité des souhaits et des intérêts, démontré par les sondés, est en accord avec les objectifs définis au préalable par le groupe de travail. La majorité des organisations

membres souhaitent emprunter la même direction à court terme, visant surtout une création de conditions cadres fiables pour une meilleure sécurité de revenu. Cette constatation montre que nous sommes tous sur le même bateau. Ce bateau a désormais un cap pour l'avenir avec des objectifs et points de passage définis au long de son chemin.

Figure 2 : Appréciation des conditions actuelles, exemple des paiements directs



Les résultats complets du processus de définition de la stratégie sont publiés dans le rapport. Le processus dans son entier fut très intéressant. L'USP a, au sein de ses différents organes et groupes de travail, défini des points et les lignes générales de la future stratégie. Pour ce faire, de multiples workshops, regroupant les experts de domaines spécifiques

(Politique, Environnement, autres) ont été nécessaires. Puis un sondage a été envoyé aux différentes organisations membres (plus de 90 organisations). Le taux de réponses se monte à 100 % pour les organisations cantonales, c'est-à-dire que toutes les régions de Suisse, toutes les disparités topographiques avec leurs intérêts différents et finalement toutes les sensibilités culturelles ont participé à la concrétisation de cette stratégie.

Il n'est pas anodin de définir des buts et une vision pour 2050, des intérêts communs pour une future politique agricole proche, mais surtout des valeurs cibles et des buts chiffrés pour 2030 derrière lesquels l'agriculture Suisse dans son ensemble se retrouve. L'analyse des résultats est autant quantitative que qualitative. Au final, les résultats ont été affinés et confirmés par la chambre Suisse d'agriculture de l'USP, qui regroupe une centaine de représentants des familles paysannes. Cette stratégie est donc représentative de la volonté future des familles et exploitations paysannes de ce pays.

Contact: François Monin (francois.monin@sbv-usp.ch)

Lien au document: <https://www.sbv-usp.ch/fr/dossiers/politique-agricole/>

Chancen und Risiken eines Freihandelsabkommen mit dem Mercosur für die Schweizer Landwirtschaft

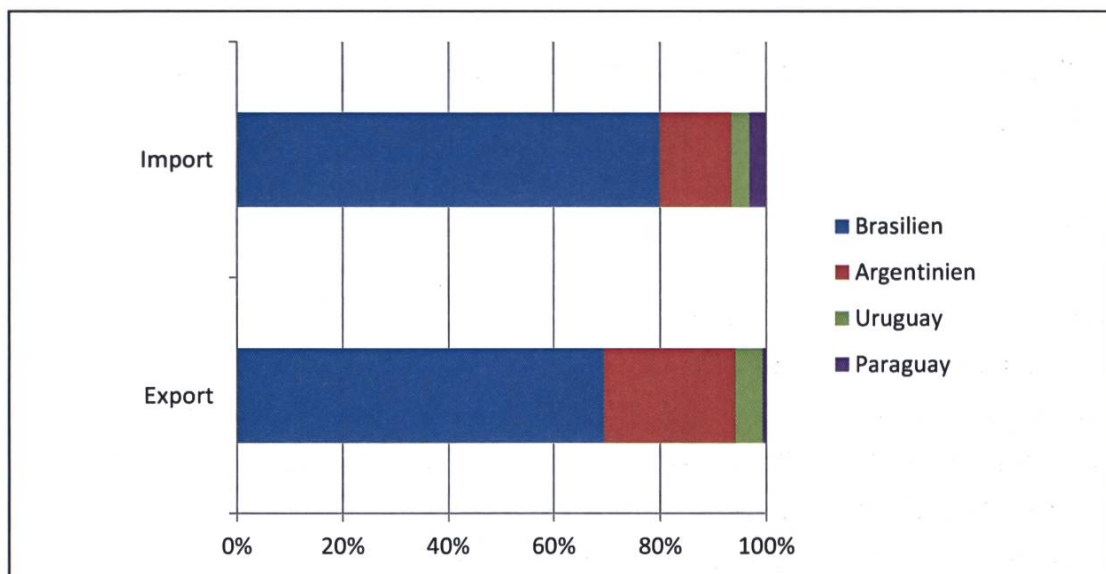
Erika Schönenberger

Freihandelsabkommen gewinnen seit einigen Jahren an Bedeutung. Die Schweiz kann mittlerweile auf ein Netz von 30 Abkommen blicken, die sie meist im Rahmen der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) schliesst. Aktuell verhandeln sowohl die EFTA als auch die Europäische Union mit dem südamerikanischen Handelsblock Mercosur über ein Abkommen. Ziel des Berichts ist es, als solide Informationsgrundlage für

den landwirtschaftlichen Bereich zu dienen und so zur Versachlichung der Debatte beizutragen. Da es sich bei den vier Mitgliedstaaten, Argentinien, Brasilien, Paraguay und Uruguay, um ausgesprochene Agrarexporteure handelt – ihre wichtigsten Importgüter in die Schweiz sind ungerösteter Kaffee, Sojaschrot, Rind- und Pouletfleisch – stellt der Bericht nebst dem allgemeinen Handel die sensiblen Produkte der Schweizer Landwirtschaft ins Zentrum. Diese werden ihren offensiven Exportinteressen gegen übergestellt.

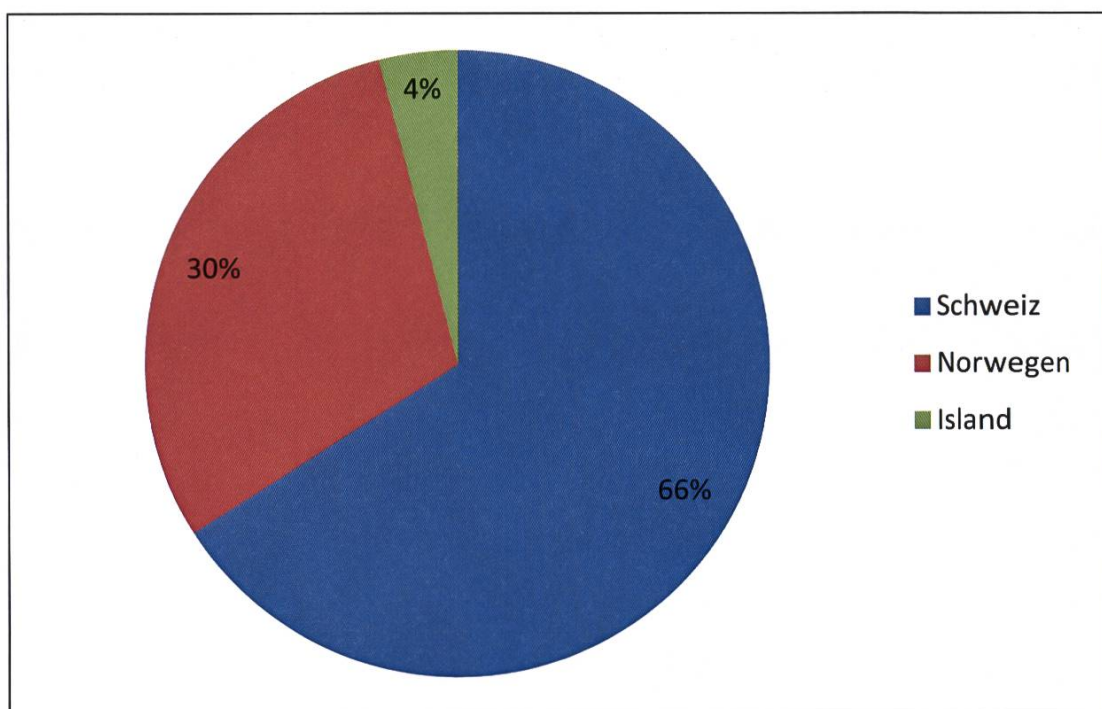
Von einem Abkommen würden vor allem die Pharma- und die Chemieindustrie profitieren: 2017 wurden fast 3 von 4 Franken mit diesen Erzeugnissen verdient. Insgesamt betrachtet ist die wirtschaftliche Bedeutung des Handelsblocks gering, da rund 1 % des gesamten Aussenhandels auf den Mercosur entfällt. Der dabei mit Abstand wichtigste Handelspartner ist Brasilien: 70 % aller Exporte gelangen in das Land und 80 % aller Importe gehen auf das Konto Brasiliens. Mit dementsprechend kleinen Anteilen folgen Argentinien, Uruguay und Paraguay (vgl. Abb. 1).

Abbildung 1: Anteile der Mercosur-Staaten am gesamten Handel zwischen der Schweiz und Mercosur 2017 (eigene Zusammenstellung in Anlehnung an Agristat, 2018)



Der Aussenhandel, also sämtliche Exporte und Importe der EFTA-Staaten in und aus dem Mercosur, wird deutlich durch die Eidgenossen dominiert: Zwei Drittel des gesamten EFTA-Handels mit dem Mercosur entfallen auf sie. Norwegen beansprucht einen Anteil von 30 % am Warenverkehr, Island deren vier (vgl. Abb. 2). Die Zahlen des Fürstentums Liechtenstein werden infolge der Zollunion mit der Schweiz in diese Zahlen integriert.

Abbildung 2: Aussenhandelsanteile der EFTA-Staaten gemessen am gesamten Handel mit dem Mercosur (eigene Darstellung in Anlehnung an EFTA, 2018)



Nach Untersuchung der Warenflüsse der sensibelsten Produkte der Schweizer Landwirtschaft kommt der Bericht zum Schluss, dass in allen untersuchten Bereichen Druck auf die Produzentenpreise zu erwarten ist. Bei denjenigen Produkten, die vorwiegend verarbeitet konsumiert werden und deren Alleinstellungsmerkmale dem Kunden so weniger kommuniziert werden können, wie Öle oder Getreide, ist das Risiko der Substitution durch ausländische Produkte am grössten. Nebst Rindfleisch,

Öle und Getreide gelten auch Poulet, Zucker, gewisse Früchte und Gemüse als sensibel, obwohl sich der öffentliche Diskurs vor allem auf das Rindfleisch konzentriert. Ein allfälliges Abkommen zwischen der EU und dem Mercosur würde für die Schweizer Landwirtschaft ebenfalls Konsequenzen bergen.

Die Exportinteressen der einheimischen Landwirtschaft fokussieren hauptsächlich auf dem wertschöpfungsstarken Käse. Die Käseausfuhren in die vier Mitgliedstaaten haben allerdings noch Luft nach oben: 2017 wurden 25 Tonnen mit einem Durchschnittspreis von 11.40 Franken nach Übersee abgesetzt. Um diesen Wert zu steigern, sind auch bei technischen Punkten verbindliche Erleichterungen notwendig, beispielsweise beim Schutz der geografischen Herkunftsbezeichnungen.

Kontakt:

Beat Rösli (beat.roosli@sbv-usp.ch),

Erika Schönenberger (schoenenberger-erika@bluewin.ch)



**Schweizer Berghilfe
Aide Suisse aux Montagnards
Aiuto Svizzero alla Montagna
Agid Svizzer per la Muntogna**

Rundschau SGA – Schweizer Berghilfe

Die Stiftung Schweizer Berghilfe ist eine rein spendenbasierte Organisation, die sich für den Erhalt der Vielfalt und Lebendigkeit der Schweizer Bergwelt einsetzt. Dazu gehören Menschen, die im Berggebiet ihren Alltag bestreiten und dort auch eine Zukunft haben. Auf Grund diverser Erschwernisse, die das Berggebiet im Vergleich zum Tal hat, ist der Anreiz des Abwanderns aus den Berggebieten gross. Ein intaktes soziales und wirtschaftliches Umfeld kann dies jedoch verhindern. Eine wichtige Grundvoraussetzung, damit die Bergbevölkerung in ihrer Heimat genug Einkommen erwirtschaften kann, um dort zu leben und damit die Kulturlandschaft zu erhalten, ist das Erhalten und Schaffen von Arbeitsplätzen. Durch die höheren Produktionskosten ist es allerdings eine grosse Herausforderung, genügend Eigenkapital für zukunftsgerichtete Investitionen zu erwirtschaften. In diesen Fällen unterstützt die Schweizer Berghilfe nach dem Prinzip der Hilfe zur Selbsthilfe. Ausser der Geschäftsstelle, die sich um die effiziente und transparente Geschäftsabwicklung kümmert, sind alle Gremien der Schweizer Berghilfe ehrenamtlich. Die Berghilfe arbeitet mit Partnerorganisationen und Behörden zusammen und geht geeignete Kooperationen mit Privaten und Unternehmen ein. Die Schweizer Berghilfe hat im Jahr 2017 mit insgesamt 21,4 Mio. Franken zur Realisierung von 490 zukunftsweisenden Projekten beigetragen. Bei 67 davon handelte es sich um Projekte von Genossenschaften, Dorfgemeinschaften oder ganzen Talschaften. Die Berghilfe unterstützt Projekte in acht Bereichen: Nebst der Landwirtschaft sind dies der Tourismus, das Gewerbe, Wald und Holz, Energie, Bildung, Gesundheit und Nothilfe.

Die Schweizer Berghilfe feiert im Jahr 2018 ihr 75-jähriges Bestehen. Dies tut sie mittels zwei Hauptaktivitäten: der Berghilfe Trophy und den Berg-Food-Festivals.



Raselli Kräuterverarbeitung, Val Poschiavo

Berghilfe Trophy

Die Berghilfe Trophy vereint 44 Projekte, die von der Schweizer Berghilfe unterstützt wurden. Es handelt sich um Projekte aus der Landwirtschaft, wie auch aus anderen Unterstützungsbereichen oder Schnittstellen, wozu beispielsweise agrotouristische Projekte gehören. Während des ganzen Jubiläumjahres können interessierte Personen vor Ort ins Berggebiet gehen, die Projekte besuchen und sich auf diese Weise ein Bild von der Unterstützungsleistung der Schweizer Berghilfe machen. Die Trophy ist als Wettbewerb konzipiert: Wer mindestens drei der unterstützten Projekte besucht und den Code auf der angebrachten Berghilfe-Holztafel notiert, hat die Chance auf attraktive Preise. Die Berghilfe Trophy hat positive Auswirkungen in verschiedene Richtungen: Zum einen wird die Stiftung auf diese Weise bekannter bei potenziellen Spendern. Die Trophy-Besucher erkennen, wie wichtig die Bewirtschaftung der Berge für die Schweizer Kulturlandschaft ist und welchen zentralen Beitrag die Landwirte wie auch die Kleinunternehmer dazu leisten. Auf diese potenzielle Spendergruppe ist die Organisation angewiesen, damit sie auch weiterhin innovative und zukunftssträchtige Projekte mitfinanzieren kann. Zum anderen werden auch mögliche Gesuchsteller auf die Berghilfe aufmerksam. Noch nicht allen Personen, die im Berggebiet tätig sind, sind sich der möglichen Unterstützungsleistungen durch die Berghilfe bewusst. Ihre Tätigkeit bekannter zu machen, ist der Organisation ein wichtiges Anliegen. Zudem profitieren die Bergbetriebe selber von den zusätzlichen Besuchern und auch abgelegene Regionen werden stärker frequentiert.



Alpkäserei Düdenalp, Kiental

Berg Food Festival

In ihrem Jubiläumsjahr ist die Schweizer Berghilfe zudem an sieben Street-food-Festivals mit dabei: mit einer Infohütte sowie diversen Essensständen, die bekannte und weniger bekannte Berggerichte anbieten. Darunter beispielsweise die traditionelle Käseschnitte, frische Bergkartoffelchips oder unterschiedliche Hotdog-Variationen. Am Informationsstand, die in Form einer rustikalen Holzhütte gestaltet ist, stehen Mitarbeiter der Geschäftsstelle sowie Ehrenamtliche Rede und Antwort und bringen den interessierten Besuchern die Schweizer Berghilfe näher. Dies geschieht mit Hilfe der Berghilfe-Zeitig und von Informationsbroschüren, welche die Wirkungen der Unterstützungsleistungen aufzeigen, sowie der zur Trophy gehörenden Faltkarten. Um den Berghilfe-Bereich attraktiver zu gestalten, veranstaltet die Berghilfe zudem einen Wettbewerb, bei dem Bergdüfte erraten werden können und bei dem die Teilnehmer ein Wochenende in den Bergen gewinnen können – in der von der Berghilfe unterstützten Tällihütte in Gadmen. Mit diesen Berg Food Festivals wird das Prinzip der Berghilfe Trophy quasi umgekehrt: Nun gelangen nicht mehr die Städter und Menschen aus den Tälern ins Berggebiet, sondern die Berge kommen in die Städte.



Buurebeizli mit lokalen Spezialitäten, Dergeeten

Voluntourismus

Die Berghilfe hilft nicht nur in finanzieller Form. Denn viele Projekte im Berggebiet sind nicht nur auf finanzielle Unterstützung angewiesen, sondern auch auf tatkräftige freiwillige Helfer, welche die Menschen in den Bergen in ihren Eigenleistungen unterstützen. Deshalb hat die Schweizer Berghilfe zusammen mit Partnern Voluntourismus-Angebote für Gruppen und Einzelpersonen geschaffen. Das Bergversetzer-Angebot der Schweizer Berghilfe und der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB) ist für Gruppeneinsätze gedacht und besteht bereits seit einigen Jahren. Interessierte Gruppen können während ein- oder mehrwöchigen Einsätzen beispielsweise Infrastrukturen instandhalten, bei Forstarbeiten mithelfen oder Alpwiesen pflegen. Neu dazu gekommen ist

das Voluntourismus-Angebot für Einzelpersonen. Dieses hat die Schweizer Berghilfe in Zusammenarbeit mit dem Switzerland Travel Centre (STC) im Jahr 2017 lanciert und ist 2018 in die zweite Runde gegangen, da es auf grosse Resonanz gestossen ist. Die Personen, die am Programm teilnehmen, können während fünf Tagen auf dem jeweiligen Betrieb wohnen, die angebotenen Freizeitaktivitäten nutzen und vor allem mithelfen. Im 2018 sind dies die folgenden fünf Angebote: Schafe und Suonen auf dem Durannuhof im Wallis, die Tällihütte im Berner Gadmental, Floristik-kurse im Appenzell, das Berghotel Medelina in Graubünden sowie die Husky-Lodge im Muotathal. Ebenso wie bei der Trophy und den Berg Food Festivals ist es auch dem Voluntourismus-Projekt der Fall, dass interessierte Personen der Schweizer Berghilfe und vor allem der Schweizer Bergwelt näher kommen. Das Ziel ist es, die Gäste dafür zu sensibilisieren, dass es sich lohnt, sich für ein lebendiges Berggebiet zu engagieren und ein Gefühl für die Arbeit der Bergbevölkerung zu erhalten.

Prix Montagne

Mit dem Prix Montagne zeichnet die Schweizer Berghilfe zusammen mit der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB) seit 2011 jährlich Unternehmen aus, die im Berggebiet erfolgreich wirtschaften. Der mit 40 000 Franken dotierte Prix Montagne ist kein Innovationspreis, vielmehr soll er funktionierende Projekte auszeichnen, die drei Kriterien aufweisen: Das Unternehmen muss seit mindestens drei Jahren erfolgreich wirtschaften; zweitens soll es einen Beitrag zur Wertschöpfung, Beschäftigung oder wirtschaftlichen Vielfalt im Berggebiet leisten; das dritte Kriterium basiert auf dem Modellcharakter, den das Unternehmen vorweisen muss. Bislang konnten acht Projekte den Preis mit nach Hause nehmen: Die Genossenschaft Gran Alpin aus Tiefencastel, die Erlebniswelt Muotathal, das Musikdorf Ernen, der Haushaltsservice der Urner Bäuerinnen, die Gomina aus Niederwald, die Wyssen Avalanche Control AG aus Reichenbach im Kandertal, sowie jüngst la Cantoria aus

Sedrun. Diese acht Beispiele verdeutlichen: Die Berggebiete sind angewiesen auf mutige Unternehmerinnen und Unternehmer mit guten Ideen, welche den Mehrwert «Berg» erfolgreich in Wert setzen.

Autorinnen

Anja Hammerich, Kommunikation Schweizer Berghilfe

Leslie Berger, Projektleiterin Schweizer Berghilfe

Kontakt

Schweizer Berghilfe, Soodstrasse 55, 8134 Adliswil

044 712 60 60, info@berghilfe.ch, www.berghilfe.ch

<https://trophy.berghilfe.ch>



